



CONVENTION SUR LES ESPÈCES MIGRATRICES

Distribution: Générale

PNUE/CMS/COP11/Doc.15.2
15 août 2014

Français
Original: Anglais

11^e SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES
Quito, Équateur, 4-9 novembre 2014
Point 15.2 de l'ordre du jour

PROJET FINAL DE PLAN STRATÉGIQUE POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES 2015-2023

Résumé

Le Groupe de travail sur le Plan stratégique a élaboré un projet de Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023, qui est annexé au présent document et accompagné d'un projet de résolution.

Le Groupe de travail a tenu compte des leçons tirées de la mise en œuvre du Plan stratégique 2006-2014, des résultats du processus de Structure future de la CMS et des processus de planification stratégique menés dans le cadre d'autres accords multilatéraux environnementaux. Il a tenu deux réunions, a largement diffusé les avant-projets du Plan, et a offert de nombreuses opportunités de contributions à l'élaboration du Plan.

Le Plan est basé sur les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité, et couvre toutes les espèces migratrices telles que définies par la Convention. Il comporte cinq buts stratégiques et seize objectifs pour les espèces migratrices. Le Groupe de travail envisage que les organes décisionnaires des instruments de la Famille CMS, ainsi que les autres partenaires et parties prenantes qui travaillent pour la conservation des espèces migratrices, puissent identifier des sous-objectifs pour les espèces et les questions relatives aux instruments et organisations qui soutiennent la réalisation des objectifs du Plan, et que le Secrétariat de la CMS tienne un registre des sous-objectifs conçu en tant que document « évolutif ».

Il est également recommandé d'étendre le mandat du Groupe de travail sur le Plan stratégique pour inclure l'élaboration des indicateurs du Plan et d'un guide d'accompagnement technique sur la mise en œuvre, au cours de la période triennale 2015-2017.

PROJET FINAL DE PLAN STRATÉGIQUE POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES 2015-2023

(Préparé par la Présidente du Groupe de travail sur le Plan stratégique)

Contexte

1. La 10^{ème} session de la Conférence des Parties à la CMS (Bergen, Norvège, 20-25 novembre 2011) a approuvé la résolution 10.5 qui a créé un Groupe de travail chargé d'élaborer le nouveau Plan stratégique de la CMS pour la période 2015-2023. Le Groupe de travail devait travailler en intersession et rendre compte des progrès accomplis lors des réunions du Comité permanent de la CMS. Il était prévu qu'une version finale du projet de Plan stratégique soit soumise à la Conférence des Parties à la CMS lors de sa 11^{ème} session (COP11).

2. Conformément au mandat du Groupe de travail (annexe 1 de la résolution 10.5), chaque région de la CMS a élu un maximum de deux membres. Le Groupe de travail a ensuite élu Ines Verleye (Belgique) en tant que Présidente, et Wendy Jackson (Nouvelle-Zélande) en tant que Vice-Présidente. Le Président du Comité permanent et celui du Conseil scientifique sont membres de droit. La résolution 10.5 prévoit également la participation d'organisations partenaires de la CMS et des secrétariats des accords environnementaux multilatéraux (AEM) pertinents.

3. Il n'y a eu qu'un changement au sein des membres du Groupe de travail au cours de la période intersession. La composition du Groupe est la suivante :

Régions de la CMS	Membres du Groupe de travail
Afrique	Mme Nopasika Malta Qwathekana, Afrique du Sud Dr Samuel Kasiki, Kenya
Asie	M. Mohammad Sulayem, Arabie saoudite M. Sadegh Sadeghi Zadegan, République islamique d'Iran
Europe	Mme Ines Verleye (PRÉSIDENTE), Belgique M. Martiros Nalbandyan, Arménie
Amérique du Sud, Amérique centrale et Caraïbes	M. Roman Baigún, Argentine M. Christian Sevilla, Équateur (succédant à M. Eduardo Espinoza, Équateur)
Océanie	Dr Wendy Jackson (VICE-PRÉSIDENTE), Nouvelle-Zélande Suppléante : Mme Fiona Bartlett, Australie
Amérique du Nord	Vacant (aucune Parties dans la région)
Président du Comité permanent	Pr Alfred Oteng Yeboah
Président du Conseil scientifique	Dr Fernando Spina

Réunions du Groupe de travail sur le Plan stratégique

4. La première réunion du Groupe de travail a eu lieu les 5 et 6 novembre 2012. À cette occasion, il a été décidé que le Plan serait basé sur les Objectifs d'Aichi du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020. Aussi, il couvrirait toutes les espèces migratrices telles que définies par la CMS¹. En outre, le Groupe de travail a convenu qu'un « guide d'accompagnement » pourrait être élaboré pour soutenir la mise en œuvre du Plan (voir plus bas le paragraphe *Questions de mise en œuvre et guide d'accompagnement*).

5. La deuxième réunion du Groupe de travail a eu lieu les 25 et 26 novembre 2013. Lors de cette réunion, il a été reconnu que les observations recueillies sur la 1^{ère} version du projet de Plan étaient largement favorables à l'approche adoptée. Le Groupe de travail s'est félicité du rapport de Wild Migration intitulé « *Une affiliation naturelle : Développer le rôle des ONG au sein de la Famille de la Convention sur les espèces migratrices* »², basé sur les contributions de la Famille CMS³ et de plus de 100 organisations de la société civile. Le Groupe de travail a convenu que le Plan (ou le guide d'accompagnement) devait préciser le rôle des différents acteurs associés à sa mise en œuvre.

6. La réunion a examiné en détail le contenu de la 2^{ème} version du projet de Plan, en particulier en ce qui concerne la vision et la mission ainsi que les objectifs. Une discussion a également eu lieu sur la façon de fournir des orientations suffisantes pour la mise en œuvre du Plan, sans que celui-ci perde son caractère stratégique. Le Groupe de travail a convenu que le guide d'accompagnement jouera un rôle essentiel à cet égard. Toutefois, étant directement lié à la mise en œuvre, il a été considéré que son développement à ce stade dépassait le mandat actuel du Groupe de travail, lequel a donc décidé de fournir des orientations à la COP11 sur la façon de poursuivre le travail sur ce guide d'accompagnement.

7. Les partenaires de la CMS - les secrétariats des AEM et les organisations non gouvernementales - et les experts de la CMS ont également contribué de manière importante au Groupe de travail en qualité d'observateurs.

Rapport sur le processus d'élaboration du Plan stratégique

Préparation et consultation des premières versions du projet de Plan

8. À partir des points de vue initiaux et des discussions des parties prenantes lors de la première réunion du Groupe de travail, deux rapports ont été élaborés sur les leçons tirées de la mise en œuvre du Plan stratégique 2006-2014, ainsi que sur les idées de contenu du futur Plan stratégique.

9. La 1^{ère} version du projet de Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 a été élaborée par les membres du Groupe de travail et diffusée en avril 2013 pour commentaires avant le 30 septembre 2013. Elle présentait les propositions de buts et

1 La Convention définit une espèce migratrice comme « l'ensemble de la population ou toute partie séparée géographiquement de la population de toute espèce ou de tout taxon inférieur d'animaux sauvages, dont une fraction importante franchit cycliquement et de façon prévisible une ou plusieurs des limites de juridiction nationale ».

2 Prideaux, M., (2013). *Une affiliation naturelle : Développer le rôle des ONG au sein de la Famille de la Convention sur les espèces migratrices*. Wild Migration, Australie. [A Natural Affiliation: Developing the Role of NGOs in the Convention on Migratory Species Family]. Une version légèrement révisée du document est intégrée à la documentation de la COP11, voir le document UNEP/CMS/COP11 /Inf.15.

3 La « Famille CMS » fait référence à la Convention, ainsi qu'à ses accords connexes et ses mémorandums d'entente.

4 Note du Secrétariat : Les points clés du rapport sur la mise en œuvre du Plan stratégique 2006-2014 en cours sont présentés dans le document de la COP11 PNUE/CMS/COP11/Doc.15.1.

d'objectifs, basés sur les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité. Vingt-trois contributions ont été soumises en retour par les Parties à la CMS, les conseillers scientifiques et les partenaires. Celles-ci traduisaient un large soutien à l'approche adoptée pour les buts et les objectifs, et suggéraient de nombreux changements de formulation.

10. Le Groupe de travail a examiné les commentaires reçus sur la 1^{ère} version du projet de Plan lors de sa réunion de novembre 2013 et a fourni des orientations pour le développement de la 2^{ème} version du projet de Plan. Celle-ci a été diffusée en mars 2014, pour commentaires avant le 30 juin 2014. Elle a bénéficiée de contributions écrites reçues sur les propositions de buts et objectifs précédents, et contenait également des chapitres appuyant notamment la mise en œuvre et les indicateurs fondamentaux. Les 26 contributions reçues se positionnaient fortement en faveur de l'approche adoptée pour un Plan prenant modèle sur les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité et pour un élargissement de son application à l'ensemble de la communauté internationale, au-delà de la CMS et des instruments de la Famille CMS.

11. Les deux projets ont été traduits dans les trois langues de la Convention, et la 2^{ème} version du projet a également été traduite en russe (grâce au généreux soutien de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)), ainsi qu'en arabe grâce au budget principal du Groupe de travail complété par des contributions volontaires telles qu'indiquées ci-dessous.

12. Les versions successives du Plan ont été largement diffusées auprès des Parties et des partenaires, et leur promotion a été assurée par des notifications, des courriers électroniques et des messages aux points focaux nationaux de la CMS et des communiqués de presse ainsi que sur les réseaux sociaux. Des commentaires sur les projets ont été reçus de toutes les régions de la CMS.

13. Afin d'améliorer encore l'engagement des Parties et des acteurs concernés, tout a été tenté par la Famille CMS et les membres du Groupe de travail pour promouvoir le processus de consultation et le projet de Plan au sein d'autres forums, comme à travers les réunions régionales des AEM. La promotion a inclus des déclarations (écrites ou orales), des présentations, des documents, des événements parallèles et la tenue de discussions spécifiques en marge des réunions. Une sensibilisation active a été menée par le Groupe de travail et le Secrétariat pour associer les organes décisionnaires des accords connexes de la CMS ainsi que les autres accords multilatéraux environnementaux concernés.

14. Les réunions suivantes ont par exemple permis de promouvoir le Plan : la réunion des présidents des organes consultatifs scientifiques des conventions relatives à la biodiversité (CSAB), le Conseil de Conservation of Arctic Flora and Fauna (CAFF), la réunion de consultation régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur l'IPBES, la réunion annuelle du Programme régional océanien de l'environnement (PROE), le Comité permanent de Ramsar, la COP16 de la CITES, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de la mise en œuvre de la CDB (GTEA) et diverses réunions des instruments de la Famille CMS, dont EUROBATS, l'AEWA, l'IOSEA, l'ASCOBANS, l'ACCOBAMS, ainsi que les MdE Requins, Rapaces et Dugong.

15. Des pages dédiées ont été développées sur le site Web de CMS pour apporter des informations sur le travail du Groupe, et donner accès aux documents pertinents.

16. Le Secrétariat de la CMS a lancé plusieurs appels à contributions volontaires pour le soutien financier à des actions relatives au Plan stratégique, telles que les ateliers de consultation régionaux. Des contributions ont été généreusement offertes par l'Afrique du

Sud, l'Allemagne, la Suisse et le PNUE.

17. En plus de sa contribution financière, le Gouvernement de l'Afrique du Sud a fourni un appui en nature sous la forme d'un lieu de réunion de consultation en Afrique, avec les équipements nécessaires à l'organisation et à l'interprétation des débats. La réunion de consultation régionale des points focaux nationaux de la CMS en Afrique, portant sur le développement du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023, a eu lieu au Cap, en Afrique du Sud, en novembre 2013. Cette réunion de consultation d'une journée, présentée par les représentants du Groupe de travail et le Secrétariat de la CMS, a débouché sur le renforcement de l'engagement des Parties en Afrique ainsi que sur des contributions à la 2^{ème} version du projet de Plan.

18. Le manque de financement n'a pas permis d'organiser d'autres réunions régionales de consultation sur le Plan stratégique. Les autres contributions financières ont été utilisées notamment pour financer le travail du consultant au Groupe de travail, la tenue de la deuxième réunion du Groupe de travail, ainsi que la traduction de documents.

Comité permanent de la CMS et Conseil scientifique de la CMS

19. Les réunions intersessions du Comité permanent (40^{ème} réunion et 41^{ème} réunion) ont été destinataires des rapports écrits sur les progrès du Groupe de travail, ainsi que des présentations orales de la Présidente du Groupe de travail.

20. Lors de sa deuxième réunion, le Groupe de travail a identifié le rôle crucial que devait jouer le Conseil scientifique en fournissant des orientations techniques sur les objectifs et les indicateurs du Plan. La 2^{ème} version du projet de Plan, ainsi qu'un document de discussion séparé portant sur le développement des indicateurs, ont donc été présentés au Conseil scientifique de la CMS lors de sa 18^{ème} réunion en juillet 2014. Les observations formulées lors de la réunion et au sein d'un groupe de contact du Conseil mis en place à cet effet (ainsi que les observations écrites des membres du Conseil) ont été incluses dans la préparation de la 3^{ème} version du projet de Plan et dans les orientations fournies par le Groupe de travail à la COP11 sur la poursuite des travaux, dans le présent document.

21. Les orientations à la COP11 transmises par le Groupe de travail sous la forme d'un projet de résolution ainsi que la 3^{ème} version du projet de Plan sont joints en **ANNEXE I**.

Groupe pour la gestion de l'environnement

22. En novembre 2012, le Groupe des Nations Unies pour la gestion de l'environnement, à travers ses hauts responsables techniques, a été informé sur le processus du Plan stratégique. Le Groupe a été invité à examiner les questions relatives aux espèces migratrices lors de l'identification des possibilités de coopération et d'intégration de la biodiversité dans les secteurs politiques concernés, à l'appui d'une mise en œuvre effective et efficace du Plan stratégique pour la biodiversité à travers le système des Nations Unies. Les hauts responsables ont convenu de « *fournir un appui technique pour faciliter les synergies et la coopération, le partage des tâches et la coordination ainsi que la planification des actions futures par le système des Nations Unies afin de soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, ainsi que les processus de planification stratégique des AEM relatifs à la biodiversité, incluant les espèces migratrices ...* ».

Processus de Structure future de la CMS

23. La résolution 10.9 de la CMS a demandé au Groupe de travail sur le Plan stratégique

de « faire usage » des activités à moyen et à long terme figurant dans la résolution. En outre, la résolution 10.5 de la CMS a demandé au Groupe de travail de « prendre en compte » les conclusions de la COP10 sur le processus de Structure future.

24. En conséquence, le Groupe de travail s'est appuyé sur des constituants du processus de Structure future, et a inclus des éléments pertinents dans le nouveau Plan stratégique. L'approche du Plan stratégique soutient plusieurs activités de la Structure future, telles que la promotion de la cohérence, de l'intégration, et des synergies, ainsi que la facilitation des partenariats entre les points focaux. Le Plan met en pratique l'esprit et les objectifs généraux du processus de Structure future afin de renforcer les interactions ainsi que le soutien mutuel et la complémentarité au sein de la Famille CMS.

25. En outre, plusieurs des activités de la Structure future sont relatives à la mise en œuvre, comme celles qui visent à améliorer le fonctionnement des instruments et celles de nature administrative, institutionnelle, ou de secrétariat. L'inclusion de ces activités dans le guide d'accompagnement de la mise en œuvre est potentiellement pertinente.

Structure du Plan

26. Les chapitres qui suivent fournissent de plus amples informations, toutefois la structure du Plan peut être brièvement décrite comme suit.

27. S'il est approuvé par la COP11, il définira les résultats à long terme et de haut niveau sous la forme d'énoncés de la vision et de la mission, et présentera cinq buts stratégiques. Sous ces buts, seize objectifs pour les espèces migratrices définiront les priorités et préciseront ce qui constitue une performance réussie. Le Groupe de travail prévoit que les organes décisionnaires des instruments de la CMS puissent élaborer des sous-objectifs spécifiques portant sur des questions relatives aux espèces, et des questions pertinentes pour ces instruments.

28. Le Plan contient également des chapitres d'appui, tels que celui sur la mise en œuvre, et il est prévu que celle-ci soit soutenue par un guide d'accompagnement technique. Enfin, des indicateurs mesurables seront développés pour le Plan afin de permettre le suivi et l'évaluation des progrès vers l'atteinte des objectifs, et de réaliser des changements adaptatifs nécessaires, le cas échéant.

Sous-objectifs pour les espèces migratrices

29. Le Plan stratégique pour les espèces migratrices a été conçu comme un document-cadre général comportant des objectifs stratégiques. La définition de sous-objectifs précis dépassant le mandat du Groupe de travail, et, compte tenu de la pertinence du Plan stratégique pour toutes les espèces migratrices, et du cadre stratégique qu'il peut fournir à tous les instruments connexes, le Groupe propose que la COP invite les organes décisionnaires des instruments de la Famille CMS (et d'autres instances) à définir des sous-objectifs spécifiques pour les espèces et les questions qui les concernent.

30. Les secrétariats des instruments de la Famille CMS ont entamé un rapprochement de leurs organes décisionnaires au sujet du développement de sous-objectifs. Pour certains, il peut s'agir d'établir un lien entre des objectifs du Plan stratégique et leurs propres objectifs ainsi que les activités des Plans d'action par espèce. Cette question sera soulevée lors de leurs prochaines réunions.

31. Le projet de registre de sous-objectifs joint en **ANNEXE II** est appelé à devenir un document évolutif actualisé par le Secrétariat, si cela est approuvé par la COP11.

Questions de mise en œuvre et guide d'accompagnement

32. Le Groupe de travail reconnaît qu'il est nécessaire que le Plan stratégique soit pertinent pour les praticiens ainsi que pour les politiciens et les décideurs, et recommande donc que la mise en œuvre du Plan soit soutenue par un guide d'accompagnement dédié.

33. Le guide d'accompagnement décrira les rôles distincts des Parties, des instruments de la CMS et d'autres parties prenantes dans la mise en œuvre du Plan stratégique. Il décrira également les mécanismes d'exécution et les activités déjà disponibles ou en cours (tels que les résolutions de la CMS et les programmes en appui au Plan), et fournira des orientations à l'appui des partenariats, du renforcement des capacités, des ressources, du suivi et de l'évaluation, et de l'élaboration des rapports sur les progrès accomplis. L'**ANNEXE III** présente une liste de points relatifs au contenu possible du guide d'accompagnement.

34. La COP11 de la CMS est invitée à approuver un processus d'élaboration du guide d'accompagnement sur la base des orientations fournies par le Groupe de travail dans le présent document. La supervision de cette élaboration pourrait être confiée au Comité permanent au cours de la prochaine période triennale.

Indicateurs

35. Le Plan stratégique identifie un petit nombre d'indicateurs potentiels permettant de suivre les progrès vers les 16 objectifs du Plan.

36. Le Plan se fondant sur les Objectifs d'Aichi du Plan stratégique pour la biodiversité, les indicateurs déjà définis à l'appui de celui-ci fournissent une grande partie de la base des propositions de mesures du Plan stratégique des espèces migratrices. L'état de préparation de chacun des indicateurs de biodiversité pour la mise en œuvre (comme analysé par le Groupe spécial d'experts techniques sur les indicateurs réuni au titre de la Convention sur la diversité biologique, et par le Partenariat mondial relatif au indicateurs de biodiversité) a été pris en compte.

37. Les programmes de travail adoptés par la Convention, et les plans d'action des instruments de la Famille CMS, peuvent avoir leurs propres indicateurs, et il sera nécessaire de s'assurer que des liens appropriés sont établis et que les synergies potentielles avec les indicateurs pour le Plan stratégique sont exploitées.

38. Les définitions des indicateurs fondamentaux ont bénéficié des apports du Conseil scientifique de la CMS, qui sera invité à contribuer à la poursuite des travaux nécessaires pour définir en détail la mesure des indicateurs, les modèles, les sources de données, les méthodes de rapports (y compris les liens vers les rapports nationaux des Parties à la CMS) et d'autres aspects.

39. La COP11 de la CMS est invitée à approuver les principes des indicateurs fondamentaux, et à approuver un processus d'élaboration et d'opérationnalisation des indicateurs finaux.

Action requise :

La Conférence des Parties est invitée à :

- (a) Prendre note du rapport ci-dessus portant sur les trois années de travail du Groupe de travail sur le Plan stratégique.
- (b) Examiner et adopter le projet de résolution présenté à l'**ANNEXE I**, y compris un processus d'élaboration d'un registre des sous-objectifs du Plan, un guide d'accompagnement de la mise en œuvre, et un processus de suivi des progrès accomplis (incluant le développement des indicateurs nécessaires).
- (c) Examiner et adopter la 3^{ème} et dernière version du projet du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023, ainsi que tout amendement, le cas échéant.

ANNEXE I

**PROJET DE RÉSOLUTION
PLAN STRATÉGIQUE POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES 2015-2023**

Rappelant la résolution 10.5 de la CMS qui a accueilli favorablement l'actualisation du Plan stratégique de la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (2006-2011) pour la période triennale suivante (2012-2014), sans apporter de modifications de fond ;

Tenant compte du fait que la résolution 10.5 de la CMS a également créé un groupe de travail chargé d'élaborer un nouveau plan stratégique pour la période 2015-2023 devant être soumis à la 11^{ème} session de la Conférence des Parties à la CMS en 2014 ;

Rappelant la décision X/20 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique dans laquelle la CMS est reconnue comme le partenaire principal en matière de conservation et d'utilisation durable des espèces migratrices dans l'ensemble de leurs aires de répartition ;

Rappelant en outre la décision X/2 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique par laquelle le Plan stratégique 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité ont été adoptés, et qui a invité le Groupe pour la gestion de l'environnement (EMG) des Nations Unies à identifier des mesures propres à assurer la mise en œuvre effective et efficace du Plan stratégique à l'échelle du système des Nations Unies ;

Notant l'accord des hauts responsables du Groupe pour la gestion de l'environnement en novembre 2012 pour soutenir la mise en œuvre des processus de planification stratégique des accords environnementaux multilatéraux relatifs à la biodiversité, incluant les espèces migratrices ;

Notant que la décision X/2 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a exhorté les Parties et les autres gouvernements à soutenir l'actualisation des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) en tant qu'instruments efficaces pour promouvoir la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité et l'intégration de la diversité biologique au niveau national, en tenant compte des synergies entre les conventions relatives à la biodiversité conformément à leurs mandats respectifs ;

Notant que le paragraphe 19 de la résolution 65/161 de l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré la période 2011-2020 *Décennie des Nations Unies pour la diversité biologique*, en vue de contribuer à la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, et a demandé au Secrétaire général, en consultation avec les États membres, de diriger la coordination des activités de la Décennie au nom du système des Nations Unies, avec le soutien du Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, des secrétariats des autres conventions relatives à la biodiversité et des fonds, programmes et agences des Nations Unies concernés ;

Prenant note du rapport de la Présidente du Groupe de travail sur le Plan stratégique de la CMS (document UNEP/CMS/COP11/Doc.15.2) ;

Se félicitant du travail de ce Groupe pour la préparation du nouveau Plan, qui a pris en

compte les leçons tirées de la mise en œuvre du Plan stratégique 2006-2014, les résultats du processus de Structure future, ainsi que les processus de planification stratégique dans d'autres accords environnementaux multilatéraux ; et qui a offert des possibilités considérables de contributions à l'élaboration du Plan ; et

Se félicitant des contributions des Parties et acteurs concernés au développement du Plan stratégique, incluant le rapport intitulé *Une affiliation naturelle : Développer le rôle des ONG au sein de la Famille de la Convention sur les espèces migratrices*⁵ ; et reconnaissant que les partenariats clés pour l'exécution du Plan stratégique associeront les autres conventions, la société civile, le secteur privé et les organismes régionaux ;

*La Conférence des Parties à la
Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023

1. *Adopte* le Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 qui figure à l'**annexe 1** de la présente résolution ;
2. *Prie* le Secrétariat d'intégrer les buts et objectifs du Plan stratégique dans les programmes de travail de la Convention ; et de prendre des mesures pour faire connaître ce Plan ;
3. *Prie instamment* les Parties et *invite* les autres États, les instruments de la Famille CMS, les organes multilatéraux, les organisations intergouvernementales et les organisations de la société civile, qui travaillent à la conservation des espèces migratrices, à intégrer les buts et objectifs du Plan stratégique dans les instruments de politique et de planification pertinents ; et à prendre également des mesures pour faire connaître ce Plan ;
4. *Invite* les organes décisionnaires des instruments de la CMS à examiner le Plan stratégique lors de leurs prochaines réunions ;

Sous-objectifs à l'appui des objectifs du Plan stratégique

5. *Encourage* les organes décisionnaires des instruments de la CMS, ainsi que les autres partenaires et parties prenantes travaillant pour la conservation des espèces migratrices, le cas échéant, à identifier des sous-objectifs existants ou à en développer de nouveaux pour les espèces et les questions relatives à ces instruments et organisations, afin de soutenir la réalisation des objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices ; et à informer le Secrétariat de la CMS au sujet de ces sous-objectifs ;
6. *Prie* le Secrétariat de tenir un registre des sous-objectifs conçu en tant que document évolutif pouvant être complété et actualisé par les contributions des instruments de la Famille CMS et d'autres partenaires et parties prenantes qui souhaitent y participer ; et de fournir des actualisations sur les ajouts au registre lors des futures sessions de la Conférence des Parties pour la durée du Plan stratégique ;

5 Prideaux, M., (2013). *Une affiliation naturelle : Développer le rôle des ONG au sein de la Famille de la Convention sur les espèces migratrices*. Wild Migration, Australie.

Indicateurs et guide d'accompagnement

7. *Prend note* des propositions d'indicateurs fondamentaux et de trame du guide d'accompagnement, telles que présentées dans le document UNEP/CMS/Conf.11/Doc.15.2 ;
8. *Confirme* la nécessité de travaux intersessions supplémentaires pour renforcer l'ensemble des outils de soutien à la mise en œuvre du Plan stratégique, incluant :
 - a) Les indicateurs du Plan stratégique pour les espèces migratrices, en tenant compte des travaux existants tels que ceux menés au titre du Partenariat mondial pour les indicateurs de biodiversité ;
 - b) Le guide d'accompagnement de la mise en œuvre du nouveau Plan stratégique, basé sur les outils disponibles, visant à fournir des orientations sur la mise en œuvre du Plan ;

Extension du mandat du Groupe de travail sur le Plan stratégique

9. *Décide* d'étendre le mandat du Groupe de travail sur le Plan stratégique pour inclure l'élaboration des indicateurs et du guide d'accompagnement pendant la période triennale 2015-2017 ; et *prie* le Groupe de travail de présenter des rapports d'étape au Comité permanent pour approbation de leur mise en œuvre progressive. Le nouveau mandat du Groupe de travail sur le Plan stratégique est joint en **annexe 2** à la présente résolution ;
10. *Prie* le Secrétariat d'entreprendre la compilation préalable nécessaire pour nourrir les efforts du Groupe de travail, incluant :
 - a) Les travaux entrepris par les forums internationaux pertinents spécialisés sur les indicateurs, tels que le Partenariat mondial pour les indicateurs de biodiversité ;
 - b) L'analyse des programmes de travail et plans d'action adoptés au titre de la Convention et des instruments de la Famille CMS, avec leurs propres indicateurs, afin de créer des synergies ;

Mise en œuvre

11. *Prie en outre* le Secrétariat d'examiner les modifications du modèle CMS de rapport national qui pourraient être envisagées, le cas échéant, en lien avec l'évaluation de la mise en œuvre du Plan stratégique, et les indicateurs pour lesquels ces rapports sont identifiés comme une source importante d'information ; et de soumettre toute proposition de révision au Comité permanent pour examen et transmission à la 12^{ème} session de la Conférence des Parties ;
12. *Décide* d'examiner, lors de ses 12^{ème}, 13^{ème}, et 14^{ème} sessions, la mise en œuvre du Plan stratégique à la lumière de ses buts, objectifs et indicateurs, et conformément aux dispositions du paragraphe 6 de son chapitre 4 ;
13. *Reconnaît* qu'un large éventail d'organisations de la société civile et d'autres parties prenantes apportent une contribution précieuse à la mise en œuvre de la Convention et à la conservation des espèces migratrices ; et *encourage* ces organisations à rendre compte de ce travail lors des sessions de la Conférence des Parties ; et

14. *Invite* le PNUE, les Parties, les donateurs multilatéraux et les autres partenaires à apporter une aide financière à la mise en œuvre de la présente résolution.

Annexe 1 au projet de résolution



Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023

3^{ème} version du projet (version finale)

Sommaire

	Page
Chapitre 1 Fondement.....	1
Chapitre 2 Vision et mission.....	5
Chapitre 3 Buts stratégiques et objectifs.....	6
Chapitre 4 Conditions favorables à une mise en œuvre.....	11
Annexe A Correspondance entre le Plan stratégique pour les espèces migratrices et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité	16
Annexe B Proposition d'indicateurs du Plan stratégique.....	18

Chapitre 1. Fondement

1.1 Contexte du Plan stratégique pour les espèces migratrices

À la dixième session de la Conférence des Parties à la Convention sur les espèces migratrices (COP10 de la CMS, novembre 2011, Bergen, Norvège), les Parties ont décidé d'élaborer un nouveau Plan stratégique pour la période 2015-2023. La COP8 avait adopté auparavant un Plan pour la période 2006-2011, qui a été prolongé par la COP10 jusqu'en 2014 avec de légères modifications.

La date de fin du présent Plan stratégique a été choisie car elle coïncide avec le cycle de Conférences des Parties de la CMS et, plus important encore, elle laisse le temps d'examiner les progrès accomplis pendant la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité (voir figure 1, les jalons CMS figurant en grisé). Cette échéance donne aussi l'occasion d'évaluer comment le Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023 a contribué à la réalisation du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique et de ses Objectifs d'Aichi⁶. Les objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices sont plus spécifiques et courent sur une plus longue durée que les Objectifs d'Aichi.

Jalons	Date
Adoption du Plan stratégique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité	2010
Adoption du Plan stratégique pour les espèces migratrices 2015-2023	2014
COP13 de la CDB	2016
COP12 de la CMS (prévisionnel)	2017
COP14 de la CDB (prévisionnel)	2018
Achèvement du Plan stratégique 2011-2020 et des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité	2020
COP15 de la CBD, incluant l'évaluation des progrès vers l'atteinte des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité (prévisionnel)	2020
COP13 de la CMS (prévisionnel) ⁷	2020
COP15 de la CDB (prévisionnel)	
COP16 de la CDB (prévisionnel)	2022
Achèvement du Plan stratégique pour les espèces migratrices	2023
COP14 de la CMS (prévisionnel)	2023
COP17 de la CDB (prévisionnel)	2024

Figure 1 : Échéances pour les Plans stratégiques pour la diversité biologique et pour les espèces migratrices

Un Groupe de travail sur le Plan stratégique a été constitué pour élaborer le Plan stratégique 2015-2023, en vue de son examen à la onzième session de la

⁶ Voir Convention sur la diversité biologique (2010). Le Plan stratégique 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité figurent en annexe à la décision X/2 de la COP10 de la CDB.

⁷ La COP13 de la CMS ne sera pas en mesure de procéder à l'évaluation du Plan stratégique pour les espèces migratrices au regard des Objectifs d'Aichi, étant donné que l'évaluation de la réalisation des objectifs d'Aichi n'aura lieu que juste avant la COP13. L'intégration de cette évaluation ne sera donc possible qu'à la COP14 de la CMS, d'où la date d'achèvement du Plan stratégique pour les espèces migratrices en 2023.

Conférence des Parties⁸. Le Groupe de travail a fait réaliser un examen de l'expérience de mise en œuvre à ce jour et a pris en considération les processus de planification stratégique d'autres accords multilatéraux sur l'environnement. Deux recommandations principales sont ressorties de ses discussions :

- (1) Le Plan stratégique pour la diversité biologique et ses Objectifs d'Aichi doivent être utilisés comme cadre général dans l'élaboration du Plan stratégique pour les espèces migratrices. Une telle approche a été retenue afin d'assurer une compatibilité entre le Plan stratégique pour les espèces migratrices et les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies ayant trait à la diversité biologique⁹ ; relier les priorités concernant les espèces migratrices aux Objectifs d'Aichi correspondants ; procurer un moyen logique et efficace d'intégrer les objectifs liés aux espèces migratrices dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique (SPANB), pour qu'ils fassent partie intégrante des processus de planification et d'établissement de priorités au niveau national ;
- (2) Le nouveau plan doit être un Plan stratégique pour les espèces migratrices et doit être axé sur la conservation de la faune migratrice (populations, espèces migratrices et niveaux taxonomiques inférieurs, selon le contexte), plutôt que sur la Convention proprement dite. Une telle approche met l'accent sur la *problématique* plutôt que sur l'*institution*, étendant ainsi la pertinence et « l'appropriation » au sein de tous les instruments de la Famille CMS et au-delà. Cette approche est compatible également avec les décisions de la COP sur le processus lié à la « Structure future » de la CMS, qui ont recensé le besoin d'une approche coordonnée et cohérente en matière de conservation des espèces migratrices au sein de la CMS et de ses accords connexes.

Les espèces migratrices ont des besoins distincts en matière de conservation, en raison notamment du cycle temporel et des itinéraires transfrontaliers de leurs migrations. La conservation des espèces migratrices à l'échelle des populations ne peut se faire que par une action internationale coordonnée et coopérative entre les États de l'aire de répartition qui partagent ces populations sur leurs voies de migration. Ces États, ainsi que les autres parties prenantes, ont donc la responsabilité commune d'élaborer et d'appliquer des stratégies cohérentes. Cette responsabilité peut se traduire, par exemple, par des activités de collaboration visant, notamment, à assurer un accès libre et gratuit aux données, informations et modèles pertinents, afin d'avoir une base scientifique rationnelle pour les décisions concernant les espèces migratrices.

Dans l'ensemble, cela nécessite d'employer une *approche fondée sur les systèmes migratoires*, qui représente une réflexion stratégique par nature. Le « système migratoire » est un concept qui intègre des complexes interdépendants de lieux, de voies entre les lieux, de populations, de facteurs écologiques et de cycles temporels. Une « approche fondée sur les systèmes migratoires » comprend ainsi des stratégies de conservation qui portent une attention holistique non seulement aux populations, espèces et habitats, mais à l'ensemble des voies de migration et du fonctionnement du processus migratoire.

⁸ Résolution 10.5 de la COP10 à la CMS, Plan stratégique 2015–2023 de la CMS.

⁹ Voir par exemple la résolution 67/212, dans laquelle l'Assemblée générale : « prend note des efforts prodigués pour intégrer les Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique dans la contribution du système des Nations Unies pour appuyer le Plan stratégique 2011–2020 pour la diversité biologique, et invite le système des Nations Unies à continuer de faciliter la coopération entre ses membres, à l'appui de la mise en œuvre du Plan stratégique ». Ceci intéresse aussi, entre autres, les Objectifs de développement durable des Nations Unies après 2015.

Depuis 1979, la Convention sur les espèces migratrices a été le principal cadre intergouvernemental spécialisé dans ces efforts de coopération¹⁰, par le biais de ses accords, de ses plans d'action et d'autres instruments systématiques.

Le Plan stratégique pour les espèces migratrices ne fait donc pas double emploi avec le Plan stratégique pour la diversité biologique, mais il le complète, en ajoutant des éléments spécifiques et en mettant l'accent sur la conservation des espèces migratrices, notamment dans le contexte de la Famille CMS.

L'interaction étroite entre le Plan stratégique pour les espèces migratrices et le Plan stratégique pour la biodiversité facilite en outre la coordination nationale et l'intégration des questions relatives aux espèces migratrices dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB), étant donné que ceux-ci sont basés sur le Plan stratégique pour la biodiversité et ses Objectifs d'Aichi.

1.2 Pourquoi les espèces migratrices représentent-elles une priorité mondiale ?

Les espèces migratrices sont une composante importante de la diversité biologique en général, qui sous-tend les systèmes écologiques. Elles comprennent de nombreux groupes d'animaux, allant des antilopes aux poissons, des baleines aux éléphants, des chauves-souris aux oiseaux et aux papillons. Elles représentent un pourcentage considérable de la diversité génétique mondiale, ayant évolué en nouant des relations complexes avec les espèces végétales et d'autres espèces animales, et elles jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement et la dynamique des écosystèmes. Leur interdépendance multidimensionnelle leur confère un rôle spécial d'espèces clés sur le plan écologique et d'indicateurs concernant les liens entre les écosystèmes et les changements écologiques.

Ces caractéristiques signifient aussi que les espèces migratrices ont leurs propres vulnérabilités. Leurs déplacements migratoires les exposent à des risques accrus, et leurs besoins en termes d'habitat sont souvent constitués d'un ensemble complexe de différents éléments sur leurs aires de reproduction et sur les sites fréquentés en dehors de la période de reproduction, ainsi que sur les zones les reliant. Le regroupement d'un grand nombre d'individus à certaines périodes sur certains sites augmente le risque d'effets néfastes causés par des pressions négatives exercées sur ces zones. Les obstacles à la migration posent des problèmes particuliers, qu'il s'agisse d'obstacles physiques causant une mortalité directe, ou d'une fragmentation des ressources écologiques perturbant les déplacements d'un endroit à un autre.

En conséquence, un grand nombre d'actions définies dans le présent Plan stratégique sont orientées vers les « systèmes migratoires », comme décrit au paragraphe 1.1 ci-dessus.

Les cycles saisonniers et les aires de répartition transfrontalières inhérents au phénomène migratoire, ainsi que l'échelle souvent très large des déplacements de ces animaux, constituent un aspect important de la capacité de la planète à assurer le maintien des êtres humains et de la diversité biologique en général. Le phénomène de migration est le fruit d'une adaptation essentielle aux rythmes naturels et aux changements liés à l'évolution des espèces. Dans le même temps, les espèces migratrices et leurs habitats peuvent être affectés ou perturbés par des impacts d'origine anthropique, comme le changement climatique.

10 Une telle reconnaissance est consacrée dans les accords de coopération avec d'autres Conventions, par exemple; et, dans le cas de la CDB, par la décision VI/20 (2002) de la COP de la CDB, qui reconnaît la CMS comme « principal partenaire dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable des espèces migratrices ».

Un très grand nombre d'espèces migratrices sont d'une importance fondamentale pour le bien-être de l'homme, notamment pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations humaines. De nombreuses communautés sont tributaires de l'arrivée régulière d'animaux migrateurs, que ce soit pour leur subsistance ; pour des activités ayant une importance économique et/ou culturelle, telles que la chasse, la pêche, le tourisme ou les loisirs ; ou pour maintenir les fonctions des écosystèmes, de manière à pouvoir exploiter une autre ressource. Le taux d'exploitation (des espèces ou de leurs habitats) par une communauté donnée peut avoir un impact significatif sur la disponibilité de cette ressource pour d'autres communautés dans des endroits différents, parfois très éloignés. La conservation et la gestion durable des populations d'espèces migratrices constituent de ce fait une contribution essentielle à l'objectif plus général de développement durable, et nécessitent qu'on y accorde de l'importance à l'échelle mondiale.

1.3 Champ d'application du Plan stratégique pour les espèces migratrices

Le Groupe de travail a estimé que le Plan stratégique pour les espèces migratrices gagnerait en poids et visibilité politiques s'il fournissait des orientations à un niveau stratégique. Les activités habilitantes ou les instruments liés à la *mise en œuvre* – une composante essentielle pour assurer le succès et l'efficacité du Plan stratégique – sont traités dans un guide d'accompagnement distinct, visant à appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique.

Le Plan stratégique pour les espèces migratrices définit des résultats à long terme et de haut niveau, de façon à permettre un suivi et une évaluation des progrès accomplis pour atteindre ces résultats, et à effectuer des modifications adaptatives, si nécessaire.

L'approche fondée sur les systèmes migratoires est intégrée dans le Plan stratégique pour les espèces migratrices, en faisant clairement référence : 1) aux espèces migratrices ; 2) à leurs habitats et voies de migration ; 3) aux menaces pesant sur les deux. Tous ces éléments sont inclus dans les objectifs, autant que possible.

Le Plan stratégique pour les espèces migratrices s'applique aux **espèces migratrices telles que définies par la Convention, à savoir, l'ensemble de la population ou toute partie séparée géographiquement de la population de toute espèce ou de tout taxon inférieur d'animaux sauvages, dont une fraction importante franchit cycliquement et de façon prévisible une ou plusieurs des limites de juridiction nationale**. Cette définition témoigne de l'importance d'une action internationale concertée, nécessaire pour gérer les problèmes transfrontaliers liés à la conservation des espèces migratrices. De plus, une telle définition implique un réel engagement de toutes les parties prenantes intéressées – y compris la CMS et ses instruments connexes. Le terme « espèce » utilisé dans le Plan stratégique doit être interprété conformément à cette définition : il peut donc concerner des taxons inférieurs, selon le contexte considéré.

Le Plan stratégique pour les espèces migratrices offre un cadre large pouvant orienter dans la même direction toutes les initiatives de conservation de l'ensemble de la communauté internationale en faveur des espèces migratrices (voir la figure 2, qui illustre la portée et le contexte du Plan stratégique pour les espèces migratrices). Il offre ainsi l'occasion d'améliorer la cohérence et la visibilité de ces questions d'un point de vue politique et des politiques générales aux niveaux national, régional et mondial.

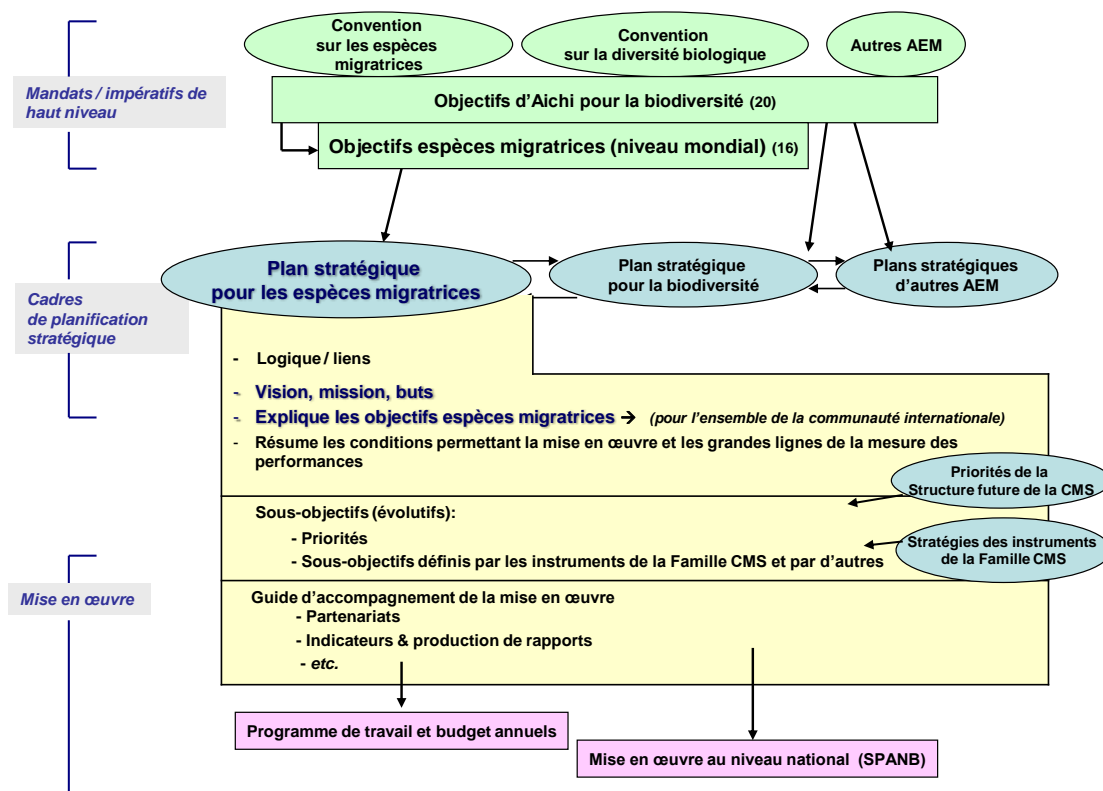


Figure 2: Le Plan stratégique pour les espèces migratrices : portée et contexte

Chapitre 2. Vision et mission

Le but du Plan stratégique pour les espèces migratrices est de fournir une vision, un leadership et une force motrice vers la mise en œuvre complète et efficace des buts et objectifs relatifs aux espèces migratrices.

Le Plan stratégique pour les espèces migratrices vise à atteindre la vision ci-après :

« *Vivre en harmonie avec la nature – où les populations et les habitats des espèces migratrices (ainsi que toute la biodiversité) sont valorisés, préservés, restaurés et utilisés avec prudence, contribuant ainsi au développement durable à l'échelle mondiale.* »

La mission ci-après oriente la mise en œuvre de ce Plan :

« *Favoriser des actions pour assurer un état de conservation favorable des espèces migratrices et de leurs habitats, et pour maintenir l'intégrité écologique, la connectivité et la résilience des systèmes migratoires.* »

Chapitre 3. Buts stratégiques et objectifs

Buts

Les cinq buts énoncés ci-après expriment les résultats stratégiques de ce Plan. Ceux-ci incluent des résultats en matière de conservation et des moyens pour mesurer ces résultats. Des détails opérationnels à l'appui de la mise en œuvre sont fournis dans un guide d'accompagnement (voir aussi le chapitre 4 ci-dessous).

Objectifs

Des objectifs de performance sont énoncés pour chaque but, précisant l'échelle et la nature des principaux changements tangibles requis dans chaque cas. Ces objectifs visent à établir des priorités et à définir ce qui constitue une performance réussie. Ceci inclut, le cas échéant, une norme quantifiable. Bien qu'ils s'inspirent généralement des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique contenus dans le Plan stratégique pour la diversité biologique – afin d'encourager la cohérence des activités liées à la biodiversité (voir l'**annexe A**) et d'appuyer les initiatives menées pendant la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité – les buts et les objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices ont été élaborés pour contribuer à la réalisation des objectifs des instruments de la CMS ; ils ont leur propre identité et ils tiennent compte des besoins des espèces migratrices. Ceci signifie que chacun d'entre eux a été réexaminé de façon indépendante, au regard des conditions prévalant en 2014, et que chacun d'entre eux est basé sur une appréciation de sa faisabilité et sur les besoins prioritaires particuliers des espèces migratrices dans ce contexte précis.

Aucune disposition du présent Plan stratégique ne pourra être interprétée comme diluant ou réduisant les engagements pris dans le cadre des Objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique. D'une manière générale, chaque objectif du Plan stratégique pour les espèces migratrices devrait être atteint, à l'échelle mondiale, à l'échéance fixée pour l'Objectif d'Aichi correspondant (voir l'Annexe A), le cas échéant. Les gouvernements pourront, à titre individuel, fixer des délais plus courts pour certains objectifs ou pour tous les objectifs, selon leurs circonstances nationales. L'adoption de plans d'action nationaux spécifiques pourra aider à approfondir ces questions.

Sous-objectifs

Certaines contributions essentielles à la réalisation des objectifs du Plan stratégique peuvent être définies sous forme d'objectifs subsidiaires, abordant des problèmes spécifiques. Dans certains cas, des aspects plus spécifiques d'un objectif donné peuvent être déjà suffisamment bien définis (dans un instrument connexe de la CMS, par exemple, ou dans un autre processus international), et il sera donc possible d'énoncer des sous-objectifs spécifiques.

Une catégorie importante de sous-objectifs concerne les actions ou processus qui sont, ou seront, menés en vertu d'un ou de plusieurs accords, mémorandums d'entente ou plans d'action de la Famille CMS. Chaque organe décisionnaire de ces instruments peut adopter de tels sous-objectifs, si cela est considéré comme approprié. Cela peut, par exemple, prendre la forme d'objectifs spécifiques concernant certaines espèces ou d'un plan d'action ou d'un plan de conservation et de gestion ayant ses propres objectifs, considérés comme soutenant le Plan stratégique tout en s'en distinguant. Ces éléments sont mentionnés dans un registre distinct tenu et actualisé par le Secrétariat de la CMS et encouragent une approche intégrée de la mise en œuvre du Plan stratégique à travers les instruments de la Famille CMS.

Ce tableau évoluera et d'autres sous-objectifs seront sans doute adoptés dans leurs contextes propres. Le registre des sous-objectifs a donc pour vocation de fournir une liste non exhaustive, qui sera actualisée régulièrement. Ceci ne signifie pas qu'un sous-objectif devra être nécessairement défini pour chaque objectif du Plan stratégique ou pour chaque instrument en particulier. À l'inverse, les sous-objectifs en place à un moment donné ne représentent pas forcément la totalité des engagements qui ont été pris ou qui doivent être précisés au niveau considéré.

Indicateurs

Des indicateurs fondamentaux mesurables sont inclus pour assurer un suivi et rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs. Ces indicateurs figurent dans l'**Annexe B** et sont basés sur les indicateurs mis au point pour chaque Objectif d'Aichi correspondant. Des détails sur l'utilisation de ces indicateurs (y compris les jalons à atteindre) sont fournis dans le guide d'accompagnement de la mise en œuvre.

But 1 : Gérer les causes sous-jacentes du déclin des espèces migratrices en intégrant des priorités pertinentes en matière de conservation et d'utilisation durable au sein des gouvernements et de la société

Objectif 1 : Les individus sont conscients des multiples valeurs des espèces migratrices et de leurs habitats et systèmes migratoires, ainsi que des mesures qu'ils peuvent prendre pour les conserver et pour assurer la durabilité de toute utilisation.

Note : le terme « conscients de » vise à aller au-delà d'une attitude passive et à inclure un soutien et un engagement positifs au niveau politique et de la part du grand public. Cela comprend la prise de conscience des valeurs que représente en lui-même le phénomène de la migration. Ces valeurs peuvent être d'ordre socio-économique, culturel et écologique.

Objectif 2 : Les multiples valeurs des espèces migratrices et de leurs habitats ont été intégrées aux niveaux international, national et local dans les stratégies de développement et de réduction de la pauvreté et dans les processus de planification, y compris des moyens de subsistance, et sont intégrées dans les comptes nationaux, selon qu'il convient, et dans les systèmes de production de rapports.

Note : les actions entreprises pour atteindre cet objectif du Plan stratégique peuvent aussi contribuer à la réalisation de l'objectif 13 du Plan stratégique.

Objectif 3 : Les dispositions et les accords de gouvernance nationaux, régionaux et internationaux ayant un impact sur les espèces migratrices et leurs systèmes migratoires ont été substantiellement améliorés, de sorte que les processus de politique générale, législatifs et de mise en œuvre pertinents soient plus cohérents, responsables, transparents, participatifs, équitables et inclusifs.

Note : la référence faite à une gouvernance "ayant un impact" sur les espèces migratrices signifie que cela ne concerne pas uniquement la gouvernance dans le domaine de la conservation, mais aussi, d'autres niveaux et/ou secteurs pouvant avoir un impact sur les espèces migratrices.

Objectif 4 : Les incitations incluant des subventions, néfastes pour les espèces migratrices et/ou leurs habitats sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les incidences défavorables ; et

des incitations positives en faveur de la conservation des espèces migratrices et de leurs habitats sont élaborées et appliquées, d'une manière compatible avec les engagements au titre de la CMS et les autres obligations et engagements internationaux et régionaux en vigueur.

Note: l'approche spécifique utilisée variera dans certains cas au niveau sous-national, en fonction des circonstances locales spécifiques.

But 2 : Réduire les pressions directes exercées sur les espèces migratrices et leurs habitats

Objectif 5 : Les gouvernements, les secteurs clés et les parties prenantes à tous les niveaux ont pris des mesures ou ont mis en œuvre des plans pour une production et une consommation durables, en maintenant les incidences de l'utilisation des ressources naturelles, y compris des habitats, dans des limites écologiques sûres, afin de soutenir un état de conservation favorable des espèces migratrices et de maintenir la qualité, l'intégrité, la résilience et la connectivité écologique de leurs habitats et de leurs voies de migration.

Note : lorsqu'il subsiste des incertitudes sur ce qui constitue "une limite écologique sûre", une approche de précaution devrait être retenue.

Objectif 6 : La pêche et la chasse n'ont aucun effet néfaste direct ou indirect important sur les espèces migratrices, leurs habitats ou leur voies de migration, et les incidences de la pêche et de la chasse restent dans des limites écologiques sûres.

Note : pour atteindre cet objectif, il faudra s'assurer que les espèces migratrices sont gérées et exploitées d'une manière durable, légale et en appliquant des approches fondées sur les écosystèmes. La surexploitation des espèces migratrices doit être évitée et des plans et mesures de rétablissement devraient être mis en place pour toutes les espèces en déclin. Lorsqu'il subsiste des incertitudes sur ce qui constitue « une limite écologique sûre », une approche de précaution devrait être retenue.

Objectif 7 : Les multiples pressions d'origine anthropique ont été réduites à des niveaux non préjudiciables pour la conservation des espèces migratrices ou pour le fonctionnement, l'intégrité, la connectivité écologique et la résilience de leurs habitats.

Note : les pressions concernées peuvent inclure les pressions liées au changement climatique, au développement d'infrastructures pour les énergies renouvelables, aux lignes électriques, aux captures accidentelles (pêche), au bruit sous-marin, aux collisions avec les navires, aux empoisonnements, à la pollution, aux maladies, aux espèces envahissantes, aux prélèvements illicites et non durables, et aux déchets marins.

But 3 : Améliorer l'état de conservation des espèces migratrices ainsi que la connectivité écologique et la résilience de leurs habitats

Objectif 8 : L'état de conservation de toutes les espèces migratrices, et plus particulièrement des espèces menacées, s'est considérablement amélioré dans l'ensemble de leurs aires de répartition.

Note : les actions entreprises pour atteindre cet objectif peuvent aussi contribuer à la réalisation de l'objectif 11 du Plan stratégique pour les espèces migratrices.

Objectif 9 : L'action et la coopération internationales et régionales entre les États pour assurer la conservation et la gestion efficace des espèces migratrices traduisent pleinement une approche fondée sur les systèmes migratoires, par laquelle tous les États qui partagent une responsabilité pour les espèces concernées entreprennent de telles actions d'une manière concertée.

Note : la Convention sur les espèces migratrices, soucieuse « en particulier, des espèces animales sauvages qui effectuent des migrations qui leur font franchir des limites de juridiction nationale ou dont les migrations se déroulent à l'extérieur de ces limites » souligne que : « la conservation et la gestion efficace des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage nécessitent une action concertée de tous les États à l'intérieur des limites des juridictions nationales dans lesquelles ces espèces séjournent à un moment quelconque de leur cycle biologique ». Ceci inclut un renforcement des capacités nécessaires, comme élément important d'une coopération transfrontalière. L'objectif 9 vise à assurer un engagement plus complet de tous les États qui partagent une responsabilité dans de telles circonstances.

Objectif 10 : Tous les habitats et les sites essentiels pour les espèces migratrices sont recensés et font l'objet de mesures de conservation par zone, afin de maintenir leur qualité, intégrité, résilience et fonctionnement, conformément à l'application de l'Objectif 11 d'Aichi, étayées si nécessaire par une planification de l'utilisation des terres et une gestion des paysages respectueuses de l'environnement et à une échelle plus large.

Note : l'Objectif 11 d'Aichi prévoit que : « au moins 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10 % des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services rendus par les écosystèmes, sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation efficaces par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin ».

But 4 : Renforcer les avantages pour tous issus de l'état de conservation favorable des espèces migratrices

Objectif 11 : Les espèces migratrices et leurs habitats qui fournissent des services écosystémiques importants sont maintenus ou restaurés dans un état de conservation favorable, compte tenu des besoins des femmes, des communautés autochtones et locales¹¹, et des populations pauvres et vulnérables.

Note : les services concernés peuvent inclure : l'approvisionnement en eau ainsi que la qualité et la réglementation de l'eau ; la réduction des risques de catastrophes ; la régulation du climat ; les services culturels ; l'alimentation et d'autres avantages socioéconomiques ; tous contribuant à la santé, aux moyens de subsistance et au bien-être des populations humaines. Les actions entreprises pour parvenir à cet objectif peuvent aussi contribuer à la réalisation de l'objectif 8 du Plan stratégique pour les espèces migratrices.

Objectif 12 : La diversité génétique des populations sauvages d'espèces migratrices est sauvegardée, et des stratégies ont été élaborées et mises en œuvre pour réduire au minimum l'érosion génétique.

¹¹ Au moment de l'adoption de ce Plan, la terminologie employée pour les peuples autochtones et les communautés locales faisait l'objet de débats dans d'autres instances intergouvernementales. La terminologie retenue dans le présent Plan ne devrait pas être interprétée comme favorisant un terme plutôt qu'un autre.

Note : les actions de sauvegarde peuvent inclure le maintien du patrimoine génétique original des espèces migratrices qui sont gérées par les êtres humains aux fins de réintroduction dans le milieu naturel et à d'autres fins, ou qui ont une valeur socioéconomique et culturelle.

But 5 : Améliorer la mise en œuvre au moyen d'une planification participative, de la gestion des connaissances et du renforcement des capacités

Objectif 13 : Des priorités pour une conservation et une gestion efficaces des espèces migratrices, de leurs habitats et des systèmes migratoires sont incluses dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité en faisant référence, le cas échéant, aux accords et plans d'action de la CMS et à leurs organes d'exécution.

Note : d'autres types de plans et stratégies nationaux, comme ceux liés à l'application d'autres accords environnementaux multilatéraux ou les plans de développement nationaux, peuvent également être très pertinents. Même s'ils ne sont pas conçus expressément à des fins de conservation de la biodiversité, les plans qui gèrent des questions comme l'utilisation des terres, l'exploitation des ressources, la santé publique, la réduction des risques de catastrophe, la répartition des infrastructures ou le développement économique, peuvent inclure des dispositions contribuant notablement à la conservation des espèces migratrices. Les actions entreprises pour parvenir à cet objectif du Plan stratégique peuvent aussi contribuer à la réalisation de l'objectif 2 du Plan stratégique pour les espèces migratrices.

Objectif 14 : Les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales qui présentent un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable des espèces migratrices et de leurs habitats et systèmes migratoires, ainsi que leur utilisation coutumière durable des ressources biologiques, sont respectées, sous réserve des dispositions de la législation nationale et des obligations internationales en vigueur, avec la participation pleine et entière des communautés autochtones et locales, contribuant ainsi à un état de conservation favorable des espèces migratrices et au maintien de la connectivité écologique et de la résilience de leurs habitats.

Note : cet objectif tient compte de la réflexion internationale à ce sujet dans d'autres instances internationales.

Objectif 15 : Les bases scientifiques, l'information, la formation, la sensibilisation, la compréhension et les technologies concernant les espèces migratrices, leurs habitats et systèmes migratoires, leurs valeurs, leur fonctionnement, leur état et leurs tendances, ainsi que les conséquences de leur appauvrissement, sont améliorées, largement partagées et transférées, et efficacement appliquées.

Note : la « base scientifique » ne comprend pas seulement les nouvelles recherches et données de suivi, mais aussi, une meilleure utilisation des séries de données existantes (incluant l'amélioration de leur accessibilité publique) et une amélioration de la normalisation des protocoles de collecte de données. Outre l'investigation et la compréhension d'événements, phénomènes, comportements et conséquences spécifiques, d'autres initiatives seront peut-être requises pour améliorer les données sur les conditions de référence, de façon à permettre des évaluations fiables de l'importance et des évaluations des changements observés.

Objectif 16 : La mobilisation de ressources adéquates de toutes provenances, destinées à une mise en œuvre effective du Plan stratégique pour les espèces migratrices, a effectivement augmenté sensiblement.

Note : cet objectif concerne la mobilisation des ressources au sens large, incluant un financement international et national provenant de sources publiques, privées et d'autres sources. Cependant, ceci nécessite de faire des choix politiques qui réduisent les coûts liés à l'amélioration de l'état de conservation des espèces migratrices, contribuant ainsi à une mise en œuvre effective des buts 1 et 2. Les pays en développement, les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les pays à économie en transition ont des besoins particulièrement importants à cet égard. Le flux de ressources vers ces pays et à l'intérieur de ces pays doit être augmenté, tant dans le cadre d'une coopération « Nord-Sud » que d'une coopération « Sud-Sud ».

Chapitre 4. Conditions favorables à une mise en œuvre

Le succès de la réalisation des objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices dépend de la volonté et de l'engagement des États de l'aire de répartition et d'autres parties prenantes. Le Plan stratégique pour les espèces migratrices a été conçu pour optimiser un engagement politique de haut niveau sur les questions relatives aux espèces migratrices, et son impact réel sera lié à la volonté et à l'engagement de toutes les parties concernées pour être imaginatives, positives, collaboratives et déterminées afin d'atteindre la vision adoptée à travers leurs actions concrètes quotidiennes.

Ceci nécessite d'être appuyé par une gamme de dispositions organisationnelles et de mesures d'application. En s'appuyant sur les enseignements tirés de la mise en œuvre du Plan stratégique 2006-2014 de la CMS, le présent chapitre décrit les principaux domaines dans lesquels des conditions favorables de haut niveau doivent être créées, afin de permettre l'application de toute la gamme de mesures de mise en œuvre requises. Ceci concerne en particulier les mécanismes d'exécution, les infrastructures d'appui et l'évaluation des performances. Pour chacun de ces domaines, un niveau minimum de ressources humaines, techniques et financières sera nécessaire pour garantir le succès du Plan stratégique. À cette fin, les suggestions ci-dessous devraient aider les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux à transposer et à intégrer les objectifs mondiaux dans leurs contextes régionaux et nationaux spécifiques.

Des orientations plus précises sur les aspects concrets de la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices par toutes les parties prenantes sont fournies dans le guide d'accompagnement de la mise en œuvre, qui accompagne le Plan stratégique. Ce guide d'accompagnement vise à aider les experts nationaux et les autres parties prenantes à mettre en place et à appliquer les moyens de mise en œuvre nécessaires, afin d'atteindre les buts et les objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices.

1) Communication, promotion et adoption du Plan

La promotion du Plan stratégique pour les espèces migratrices et de ses problématiques sera effectuée par toute la Famille CMS et toutes les voies de communication de la CMS, afin de faire connaître le Plan et de contribuer à la réalisation de ses objectifs.

Le Plan exprime des priorités partagées au niveau mondial, mais il est également conçu pour encadrer une réponse bien intégrée à ces priorités à des échelles multiples. Les processus nationaux de planification sont donc indispensables

pour « traduire » le Plan dans différents contextes. L'existence d'un cadre robuste agréé au niveau mondial devrait aider grandement ces processus nationaux, en offrant par exemple une réflexion déjà validée pouvant faire l'objet d'une adaptation plutôt que d'une nouvelle élaboration. Si les planifications et les politiques nationales sont abordées de cette façon, en assurant la compatibilité avec le Plan stratégique pour les espèces migratrices, les propositions de collaboration internationale, et (le cas échéant) les soutiens financiers, devraient avoir beaucoup plus de chances de succès.

2) Le cadre d'exécution

La Convention et les instruments de la Famille CMS ont un rôle spécifique à jouer, en tant que principal cadre d'exécution du Plan stratégique pour les espèces migratrices, ainsi que leurs organes subsidiaires et leurs points focaux nationaux.

Les mécanismes et activités d'exécution existants comprennent, entre autres, les décisions, les plans d'action, les lignes directrices et les programmes pertinents de la Famille CMS qui appuient le Plan stratégique pour les espèces migratrices, y compris les priorités concernant l'élaboration des futurs instruments et initiatives de la CMS.

Le Plan stratégique pour les espèces migratrices devrait aussi guider la Conférence des Parties, lorsqu'elle élabore de nouveaux instruments et outils pour appuyer la réalisation d'objectifs particuliers.

3) Partenariats essentiels et autres cadres d'exécution venant à l'appui

Les partenariats essentiels pour appuyer la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices incluent les partenariats avec d'autres conventions et avec la société civile, le secteur privé, et les organismes régionaux. Un grand nombre d'organisations de la société civile et d'autres parties prenantes apportent une contribution essentielle à la mise en œuvre de la Convention et à la conservation des espèces migratrices. Cette grande quantité de travaux est souvent facilitée par des processus gouvernementaux, et pourrait être utilement signalée par les gouvernements aux niveaux national et international.

4) Renforcement des capacités

La Famille CMS, les Parties et les autres acteurs concernés doivent répondre aux besoins de renforcement des capacités en matière d'information, de sensibilisation, de connaissance et de compréhension, tels qu'indiqués dans les objectifs stratégiques. Ceci est appuyé notamment par la mise en œuvre de la Stratégie de renforcement des capacités de la CMS. Un autre outil contribuant au renforcement des capacités est le *Manuel destiné aux points focaux nationaux de la CMS et de ses instruments* – un outil de renforcement des capacités visant à éclairer les points focaux nationaux de la CMS et de ses instruments sur leurs rôles et responsabilités, afin de les aider à contribuer plus efficacement à la mise en œuvre.

5) Ressources pour la biodiversité

Le montant total du financement mondial alloué aux espèces migratrices étant insuffisant pour atteindre l'ensemble des buts et objectifs énoncés dans le Plan stratégique, une mobilisation créative de ressources supplémentaires de toutes origines est donc nécessaire.

Ce qui compte finalement dans la mobilisation des ressources pour la diversité biologique est bien le montant des ressources disponibles pour cette biodiversité. Ces ressources peuvent être financières, humaines ou techniques, au niveau national comme international, et en provenance de différentes sources.

Le soutien « en nature » offert par les individus et la société civile dans son ensemble peut apporter une contribution majeure à la recherche scientifique, au suivi, aux activités de sensibilisation, et à d'autres domaines de la mise en œuvre. Les innovations dans la gestion des connaissances et dans la technologie de l'information renforceront également considérablement ce qui peut être réalisé avec les ressources disponibles.

L'objectif 16 aborde directement cette question. Il devrait être appuyé en particulier par la mise en œuvre de la Stratégie de mobilisation des ressources adoptée dans le cadre de la Convention sur la diversité biologique (décision IX/11 de la COP9 en 2008) et les objectifs connexes énoncés dans la décision XI/4 de la COP11 en 2012.

À cet égard, il est important de garder à l'esprit que l'obtention de ressources pour la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices passe par plusieurs mécanismes, et notamment par (i) la réduction des dépenses, (ii) l'augmentation de l'efficacité dans l'utilisation des ressources disponibles, et (iii) la génération de nouvelles ressources, comme décrit plus en détail ci-dessous :

- i. Le défi à relever pour une mobilisation des ressources consiste aussi à réduire dès le départ le besoin en ressources supplémentaires. Les ressources nécessaires pour atteindre les objectifs du Plan stratégique dépendent en grande partie des choix politiques effectués par certains secteurs clés. Différents scénarios en termes de coûts sont donc possibles, selon les politiques sectorielles mises en œuvre. Si les politiques nationales, régionales et/ou mondiales mises en œuvre réduisent les incidences défavorables sur la diversité biologique, alors les ressources requises pour la protéger ou la restaurer seront moindres. Certains secteurs clés comme l'exploitation forestière, la pêche, l'agriculture, et d'autres encore, montrent que des situations « gagnant-gagnant », tant pour le secteur concerné que pour la diversité biologique, sont possibles et même recherchées, lorsqu'on les considère dans une perspective à moyen terme ou long terme. L'intégration des considérations relatives aux espèces migratrices dans les politiques sectorielles peut ainsi contribuer au développement durable et à une base plus stable à long terme. Ceci peut se faire en augmentant les fonds alloués aux activités liées à la diversité biologique, mais aussi par une meilleure prise en compte des aspects relatifs à la diversité biologique dans les politiques sectorielles et en assurant une plus grande participation de tous les acteurs, y compris les principaux secteurs de production et le secteur privé.
- ii. L'augmentation du financement disponible dépend aussi de l'efficacité, de l'efficience et de la durabilité des flux financiers internationaux et nationaux alloués à la diversité biologique. Ceci nécessite d'avoir les capacités institutionnelles, nationales, administratives et de gestion requises pour garantir des conditions favorables à une utilisation plus efficace, efficiente et durable des ressources, et pour mobiliser des investissements du secteur privé et du secteur public. Cependant, toutes les actions de mise en œuvre du Plan n'entraînent pas de dépenses. Ainsi, certains principes d'efficacité et de partenariat adoptés par le Plan

stratégique permettent une utilisation plus efficace des ressources disponibles.

- iii. Finalement, générer de nouvelles ressources restera indispensable pour réussir à mettre en œuvre le Plan. Grâce à l'engagement de champions, d'ambassadeurs, de philanthropes et de spécialistes compétents en relations publiques, la cause évocatrice des espèces migratrices se prête bien à des initiatives de collecte de fonds à tous les niveaux. Guidées par le Plan stratégique pour les espèces migratrices, des activités de mise en œuvre spécifiques peuvent être regroupées dans des programmes régionaux ou thématiques attractifs dans ce but particulier, ou mises en avant dans des portefeuilles de projets chiffrés.

6) Suivi et évaluation, y compris indicateurs, jalons et observations sur les sous-objectifs, ainsi que principales mesures de réussite permettant d'évaluer la réussite générale du Plan stratégique pour les espèces migratrices

Le Plan stratégique pour les espèces migratrices définit les résultats attendus à long terme et à haut niveau, de façon à pouvoir évaluer les progrès accomplis et les résultats obtenus. Il est inutile de définir une orientation si cela n'est pas suivi par des évaluations de la mise en œuvre ; des évaluations de l'impact sur le terrain ; et un calcul du « retour sur investissement ». D'autre part, un système d'apprentissage et de gestion adaptative devrait faire partie intégrante du système.

À cette fin, l'**annexe B** donne un aperçu de la portée des indicateurs existants ou planifiés, qui devraient (à des degrés différents) permettre de mesurer les progrès accomplis dans la réalisation de chaque objectif du Plan stratégique pour les espèces migratrices. Des précisions sur ces indicateurs sont fournies dans le guide d'accompagnement de la mise en œuvre. Pour être crédible, le système de suivi et d'évaluation devra être minutieux, transparent et fiable, avec une idée claire (et plausible) de la logique des voies de causalité attendues entre les activités, les résultats et les incidences. La robustesse et la qualité dans ce domaine pourront même conférer une force que n'ont pas de nombreuses conventions relatives à la diversité biologique, en raison de l'absence de mécanismes de respect des obligations.

La répartition claire des responsabilités dans les tâches requises pour faire fonctionner les divers aspects de l'ensemble des indicateurs (et pour définir de nouvelles mesures pertinentes, le cas échéant) constitue une partie importante des conditions permettant la mise en œuvre du Plan. [Le leadership initial sur ceci est précisé dans les décisions de la 11^{ème} Conférence des Parties à la CMS en 2014].

Les programmes de travail adoptés par la Convention, et les plans d'action des instruments de la Famille CMS, peuvent avoir leurs propres indicateurs, et il sera nécessaire de s'assurer que des liens appropriés sont établis et que les synergies potentielles avec les indicateurs pour le Plan stratégique sont exploitées.

En plus d'une évaluation objectif par objectif, il est prévu que les principales institutions (comme la COP de la CMS) s'emploient à évaluer les principales mesures de succès au regard desquelles la réussite générale du Plan stratégique pourra elle-même être évaluée.

7) Production de rapports et examen des progrès accomplis au niveau national et par les organes décisionnaires tels que la Conférence des Parties à la CMS

Le Plan stratégique pour les espèces migratrices énonce des buts, mais il fait aussi partie intégrante d'un cycle d'observations et de gestion adaptative. En utilisant les informations provenant des indicateurs, le Plan stratégique pour les espèces migratrices devrait fournir un moyen d'améliorer l'efficacité, l'efficacités et l'utilité de la production de rapports.

Les cycles de production des rapports, tels que ceux de la Conférence des Parties à la Convention, fournissent un moyen d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices. Ces rapports peuvent aider à avoir une vue d'ensemble des progrès accomplis vers l'atteinte des buts et des objectifs du Plan stratégique, et peuvent mettre en évidence des domaines nécessitant une attention particulière. Le développement continu de systèmes harmonisés de rapports en ligne, ainsi que les informations fournies par les ONG et la société civile seront importants à cet égard.

Annexe A. Correspondance entre le Plan stratégique pour les espèces migratrices et les Objectifs d'Aichi

Plan stratégique pour les espèces migratrices	Objectifs d'Aichi
Objectif 1	Objectif 1 d'Aichi : D'ici à 2020 au plus tard, les individus sont conscients de la valeur de la diversité biologique et des mesures qu'ils peuvent prendre pour la conserver et l'utiliser de manière durable.
Objectif 2	Objectif 2 d'Aichi : D'ici à 2020 au plus tard, les valeurs de la diversité biologique ont été intégrées dans les stratégies et les processus de planification nationaux et locaux de développement et de réduction de la pauvreté, et incorporées dans les comptes nationaux, selon que de besoin, et dans les systèmes de notification.
Objectif 3	Aucun Objectif d'Aichi correspondant.
Objectif 4	Objectif 3 d'Aichi : D'ici à 2020 au plus tard, les incitations, y compris les subventions néfastes pour la diversité biologique, sont éliminées, réduites progressivement ou réformées, afin de réduire au minimum ou d'éviter les impacts défavorables, et des incitations positives en faveur de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique sont élaborées et appliquées, d'une manière compatible et en harmonie avec les dispositions de la Convention et les obligations internationales en vigueur, en tenant compte des conditions socioéconomiques nationales.
Objectif 5	Objectif 4 d'Aichi : D'ici à 2020 au plus tard, les gouvernements, les entreprises et les parties prenantes, à tous les niveaux, ont pris des mesures ou ont appliqué des plans pour assurer une production et une consommation durables, et ont maintenu les incidences de l'utilisation des ressources naturelles dans des limites écologiques sûres. Objectif 7 d'Aichi : D'ici à 2020, les zones consacrées à l'agriculture, l'aquaculture et la sylviculture sont gérées d'une manière durable, afin d'assurer la conservation de la diversité biologique.
Objectif 6	Objectif 6 d'Aichi : D'ici à 2020, tous les stocks de poissons et d'invertébrés et plantes aquatiques sont gérés et récoltés d'une manière durable, légale et en appliquant des approches fondées sur les écosystèmes, de telle sorte que la surpêche soit évitée, que des plans et des mesures de récupération soient en place pour toutes les espèces épuisées, que les pêcheries n'aient pas d'impacts négatifs marqués sur les espèces menacées et les écosystèmes vulnérables, et que l'impact de la pêche sur les stocks, les espèces et les écosystèmes reste dans des limites écologiques sûres.
Objectif 7	Objectif 8 d'Aichi : D'ici à 2020, la pollution, notamment celle causée par l'excès d'éléments nutritifs, est ramenée à un niveau qui n'a pas d'effet néfaste sur les fonctions des écosystèmes et la diversité biologique. Objectif 9 d'Aichi : D'ici à 2020, les espèces exotiques envahissantes et les voies d'introduction sont identifiées et classées en ordre de priorité, les espèces prioritaires sont contrôlées ou éradiquées et des mesures sont en place pour gérer les voies de pénétration, afin d'empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces. Objectif 10 d'Aichi : D'ici à 2015, les nombreuses pressions anthropiques exercées sur les récifs coralliens et les autres écosystèmes vulnérables marins et côtiers affectés par les changements climatiques ou l'acidification des océans sont réduites au minimum, afin de préserver leur intégrité et leur fonctionnement.
Objectif 8	Objectif 12 d'Aichi : D'ici à 2020, l'extinction d'espèces menacées connues est évitée et leur état de conservation, en particulier de celles qui tombent le plus en déclin, est amélioré et maintenu.
Objectif 9	Aucun Objectif d'Aichi correspondant.

Objectif 10	<p>Objectif 5 d'Aichi : D'ici à 2020, le rythme d'appauvrissement de tous les habitats naturels, y compris les forêts, est réduit de moitié au moins et si possible ramené à près de zéro, et la dégradation et la fragmentation des habitats sont sensiblement réduites.</p> <p>Objectif 11 d'Aichi : D'ici à 2020, au moins 17 % des zones terrestres et d'eaux intérieures et 10 % des zones marines et côtières, y compris les zones qui sont particulièrement importantes pour la diversité biologique et les services fournis par les écosystèmes, sont conservées au moyen de réseaux écologiquement représentatifs et bien reliés d'aires protégées gérées efficacement et équitablement et d'autres mesures de conservation efficaces par zone, et intégrées dans l'ensemble du paysage terrestre et marin.</p>
Objectif 11	<p>Objectif 14 d'Aichi : D'ici à 2020, les écosystèmes qui fournissent des services essentiels, en particulier l'eau et contribuent à la santé, aux moyens de subsistance et au bien-être, sont restaurés et sauvegardés, compte tenu des besoins des femmes, des communautés autochtones et locales, et des populations pauvres et vulnérables.</p> <p>Objectif 15 d'Aichi : D'ici à 2020, la résilience des écosystèmes et la contribution de la diversité biologique aux stocks de carbone sont améliorées, grâce aux mesures de conservation et restauration, y compris la restauration d'au moins 15 % des écosystèmes dégradés, contribuant ainsi à l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ceux-ci, ainsi qu'à la lutte contre la désertification.</p>
Objectif 12	<p>Objectif 13 d'Aichi : D'ici à 2020, la diversité génétique des plantes cultivées, des animaux d'élevage et domestiques et des parents pauvres, y compris celle d'autres espèces qui ont une valeur socio-économique ou culturelle, est préservée, et des stratégies sont élaborées et mises en œuvre pour réduire au minimum l'érosion génétique et sauvegarder leur diversité génétique.</p>
Objectif 13	<p>Objectif 17 d'Aichi : D'ici à 2015, toutes les Parties ont élaboré et adopté en tant qu'instrument de politique générale, et commencé à mettre en œuvre une stratégie et un plan d'action nationaux efficaces, participatifs et actualisés pour la diversité biologique.</p>
Objectif 14	<p>Liens avec l'Objectif 18 d'Aichi : D'ici à 2020, les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des communautés autochtones et locales qui présentent un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, ainsi que leur utilisation coutumière durable, sont respectées, sous réserve des dispositions de la législation nationale et des obligations internationales en vigueur, et sont pleinement intégrées et prises en compte dans le cadre de l'application de la Convention, avec la participation entière et effective des communautés autochtones et locales, à tous les niveaux pertinents.</p>
Objectif 15	<p>Objectif 19 d'Aichi : D'ici à 2020, les connaissances, la base scientifique et les technologies associées à la diversité biologique, ses valeurs, son fonctionnement, son état et ses tendances, et les conséquences de son appauvrissement, sont améliorées, largement partagées et transférées, et appliquées.</p>
Objectif 16	<p>Objectif 20 d'Aichi : D'ici à 2020 au plus tard, la mobilisation des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre effective du Plan stratégique 2011-2020 pour la diversité biologique de toutes les sources et conformément au mécanisme consolidé et convenu de la Stratégie de mobilisation des ressources, aura augmenté considérablement par rapport aux niveaux actuels.</p> <p>Stratégie de mobilisation des ressources de la CDB (Décision IX/11 de la COP 9) et Objectif de mobilisation des ressources (Paragraphe 7 de la décision XI/4 de la COP 11) : « Doubler, d'ici à 2015, le soutien financier international global destiné à la diversité biologique des pays en développement, plus particulièrement les pays les moins avancés et les petits États insulaires, ainsi que les pays à économie en transition, et le maintenir au moins à ce niveau jusqu'en 2020, conformément à l'article 20 de la Convention, afin de contribuer à la réalisation des trois objectifs de la Convention grâce à l'accord de la priorité, par les pays bénéficiaires, à la diversité biologique dans leurs plans de développement, en se fondant sur la valeur de référence préliminaire dont il est question au paragraphe 6. »</p>

Annexe B. Proposition d'indicateurs du Plan stratégique

Une partie centrale du système de suivi et d'évaluation du Plan stratégique pour les espèces migratrices consiste en une série d'indicateurs fondamentaux, utilisés pour mesurer les progrès accomplis dans la réalisation des buts et des objectifs du Plan stratégique. Le choix de mesures appropriées pour ces indicateurs n'implique pas seulement d'identifier les questions pour lesquelles des données peuvent être générées, mais il s'agit aussi de réfléchir attentivement à la capacité, en fin de compte, de générer des « scénarios » adéquats sur le succès ou non du Plan, en termes de véritables résultats stratégiques et d'impacts réels sur les espèces migratrices, plutôt que de se contenter d'avoir des indicateurs de mise en œuvre des processus.

Puisque le Plan stratégique pour les espèces migratrices s'est appuyé sur les Objectifs d'Aichi contenus dans le Plan stratégique pour la diversité biologique, les indicateurs qui ont été définis à l'appui de ces objectifs ont fourni une grande partie des mesures identifiées dans le présent Plan stratégique.

Une source principale d'indicateurs a été la série d'indicateurs définis en 2011 par le Groupe de travail spécial d'experts techniques (GSET) au titre de la Convention sur la diversité biologique, et adoptés par la suite dans l'annexe à la décision XI/3 de la Conférence des Parties à la CDB (octobre 2012). Le GSET a élaboré 12 indicateurs fondamentaux, chacun d'entre eux étant généralement relié à plusieurs Objectifs d'Aichi. À un niveau plus spécifique, le GSET a aussi élaboré 97 indicateurs opérationnels, chacun d'entre eux étant relié à l'« Objectif d'Aichi le plus pertinent ».

En parallèle à ce processus, le Partenariat mondial sur les indicateurs de biodiversité (BIP - *Biodiversity Indicators Partnership*) a classé sa liste d'indicateurs au regard des Objectifs d'Aichi. Au moment de l'adoption du présent Plan stratégique, il y avait [29] indicateurs BIP.

Un des objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices (l'objectif 3 sur la gouvernance) n'a aucun Objectif d'Aichi correspondant, de même, certaines questions vont un peu au-delà des systèmes d'indicateurs de biodiversité existants, comme les réseaux écologiques et les facteurs qui influencent le processus de migration. Pour le reste, il n'est pas vraiment nécessaire de définir de nouveaux thèmes pour les indicateurs, et les indicateurs énumérés ci-après (et décrits plus en détail dans le guide d'accompagnement de la mise en œuvre) sont basés sur des liens établis entre des indicateurs opérationnels du GSET et des indicateurs BIP, et chaque objectif du Plan stratégique pour les espèces migratrices, selon leur lien avec les Objectifs d'Aichi correspondants. D'autres travaux seront requis pour effectuer une « dissociation des espèces migratrices » au sein des indicateurs de biodiversité pertinents en vigueur ou déjà proposés et, dans la plupart des cas, pour rendre opérationnelle cette dissociation.

La liste indicative ci-après énumère un choix prioritaire d'indicateurs fondamentaux qui pourraient être utilisés (après une élaboration plus poussée, le cas échéant), pour assurer un suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices.

Objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices	Indicateurs fondamentaux
Objectif 1	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Niveaux d'engagement dans la Journée mondiale des oiseaux migrateurs et dans des événements similaires. <p>Cela pourrait mesurer le nombre d'événements déclarés ou le nombre de pays où se déroulent des événements actifs. Dans certains pays où un événement donné est répété de manière normalisée d'année en année, les données sur le nombre de participants ou sur la couverture médiatique peuvent également être disponibles.</p> <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière de sensibilisation et d'attitudes à l'égard des espèces migratrices. <p>Ceci est basé sur l'un des indicateurs de la biodiversité du Groupe spécial d'experts techniques (GSET), bien que cet indicateur ne soit pas encore opérationnel. Il existe un « Baromètre de la biodiversité » parmi les indicateurs BIP, mais les données qui s'y rapportent ne seront pas utilisables pour les espèces migratrices, puisque le baromètre est basé sur un test portant sur le degré de conscience à l'égard de la définition du terme « biodiversité ». Le développement d'un nouvel indicateur serait donc nécessaire. Cela pourrait être examiné en lien avec la révision / le développement du Plan de communication et de sensibilisation de la CMS.</p>
Objectif 2	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière d'intégration des valeurs des espèces migratrices dans les politiques nationales et sectorielles. <p>Le modèle CMS de rapport national demande actuellement si la conservation des espèces migratrices apparaît dans les politiques / plans nationaux ou régionaux, et un indicateur pourrait être développé sur cette base (en admettant que cette méthode ne pourra donner qu'une image incomplète, étant donné que l'objectif s'applique également aux pays non-Parties à la CMS). La prise en compte des espèces migratrices dans les SPANB, qui est en fait</p>

	<p>un sous-indicateur de cet indicateur, est aussi spécifiquement couverte par le modèle de rapport national mais dépend plutôt de l'objectif 13 du Plan stratégique pour les espèces migratrices précisé ci-dessous. Des sous-indicateurs similaires pourraient cependant être considérés ici, par exemple pour les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP) et autres instruments de politique pertinents normalisés au niveau mondial.</p>
<p>Objectif 3</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Statut/viabilité de l'activité des instruments de la Famille CMS. • (Autre indicateur relatif à la gouvernance, portant sur la mise en œuvre de la CMS). <p>Le premier indicateur proposé ici aurait pour but d'évaluer la cohérence de la gouvernance de la structure de la Famille CMS, en mesurant peut-être la proportion d'instruments activement et durablement fonctionnels, comme il était attendu. Les données pour ceci pourraient être tirées de l'étude de viabilité des MdE réalisée en 2014.</p> <p>La portée exacte du deuxième indicateur reste à développer, et dépend des possibilités de définition d'un indicateur de performance de la gouvernance spécifiquement lié à la mise en œuvre de la CMS (étant le cadre de gouvernance le plus pertinent). Il serait complexe d'établir des repères pour les questions qui sont à la discrétion des politiques nationales. La perspective la plus prometteuse réside peut-être dans l'encouragement actuel des Parties à la CMS à établir et exploiter des systèmes ou comités de liaison nationaux (objectif 4.5 du Plan stratégique de la CMS 2006-2014). Le modèle de rapport national de la Convention pose une question à ce sujet, mais il s'agit actuellement seulement d'une question oui/non sur l'existence d'un tel système ou comité (ce qui donnera une image incomplète, étant donné que l'objectif s'applique également aux pays non-Parties à la CMS).</p>
<p>Objectif 4</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Question du modèle CMS de rapport national, à poser concernant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'objectif 4). <p>La communauté de la conservation des espèces migratrices pourra prêter attention aux informations sur les incitations et la biodiversité en général, issues des deux indicateurs pertinents</p>

	<p>définis par le GSET de la CDB, mais il est difficile de voir comment les données peuvent être désagrégées de façon significative pour apporter des informations spécifiques aux espèces migratrices. Des études de cas occasionnelles pourraient être en mesure de le faire, mais probablement pas à travers un indicateur applicable au niveau mondial et fournissant régulièrement ces informations. L'itinéraire suggéré pour alimenter un indicateur consiste donc à rassembler des informations qualitatives d'une manière normalisée, via les rapports nationaux des Parties à la CMS, en centrant le questionnement sur la dimension des espèces migratrices (et en acceptant que cette méthode puisse donner une image incomplète, étant donné que l'objectif s'applique également aux pays non-Parties à la CMS).</p>
<p>Objectif 5</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • État des espèces migratrices dans les échanges commerciaux. <p>Cet indicateur est proposé en tant que volet « espèces migratrices » de l'indicateurs BIP correspondant (que l'on suppose prêt à être utilisé). En plus de générer des informations sur les espèces concernées, des comparaisons seront possibles entre le sous-ensemble des espèces migratrices et les tendances pour toutes les espèces.</p> <p>Cet indicateur porte sur l'exploitation des animaux migrateurs eux-mêmes, et n'informe donc pas vraiment sur la manière dont l'objectif traite des impacts de l'exploitation des autres ressources sur ces espèces (cette dimension peut être obtenue par l'intermédiaire d'autres objectifs). Il peut néanmoins apporter des données utiles sur une exploitation plus directe (et il est pertinent dans le cadre de la coopération entre la CMS et la CITES).</p> <p>NB : les indicateurs d'« empreinte » énumérés en rapport avec les objectifs d'Aichi correspondants (4 et 7) sont basés sur l'écosystème et ne se prêtent pas à la distinction de scénarios spécifiques aux espèces migratrices.</p> <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun)
<p>Objectif 6</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des stocks de poissons migrateurs qui restent dans des limites écologiques sûres. <p>Cet indicateur est proposé comme le volet « espèces migratrices » de l'indicateur BIP correspondant, qui est réputé (à la fois par le partenariat BIP et par le GSET) être prêt à être utilisé, et est également un indicateur auquel se réfèrent de nombreux instruments internationaux, par exemple le Droit de la mer, l'Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons, le Code de conduite pour une pêche responsable, et les OMD.</p> <p><i>Pour une possible évolution future</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p>Le suivi de certains autres aspects de cet objectif, y compris les impacts de la chasse, peut être assuré par des indicateurs définis pour les objectifs 5, 7 et 8.</p>
Objectif 7	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière de menaces pesant sur les espèces migratrices (en général). • Tendances en matière de pesant sur les espèces migratrices (sous-indicateurs portant sur des types de menaces spécifiques). <p>Ces indicateurs demandent à être développés, et cela devrait être une priorité. La question étant complexe, il devrait être possible de générer régulièrement au moins quelques données utiles. Il pourrait s'avérer complexe d'isoler les menaces pesant sur les espèces migratrices dans les systèmes de suivis existants, et le suivi des tendances, par exemple de la répartition des « obstacles à la migration », peut ne pas être utilisable pour connaître l'impact réel des menaces. Ces approches sont donc problématiques. Les rapports nationaux de la CMS génèrent toutefois des informations sur les menaces pesant spécifiquement sur les espèces migratrices, et bien que l'information soit brute et anecdotique, (et qu'elle puisse donner une image incomplète, l'objectif s'appliquant également aux pays non-Parties à la CMS), elle peut fournir un point de départ pragmatique. D'autres systèmes de suivi des menaces doivent être examinés, afin d'envisager la possibilité d'extraire spécifiquement un volet « espèces migratrices » de leurs données.</p> <p>Les sous-indicateurs portant sur des types de menaces spécifiques peuvent dans certains cas constituer le point de départ le plus facile, et présenteront des spécificités utiles pour cibler les réponses politiques. Cependant, l'indicateur « général » est important également, puisque l'objectif 7 est principalement concerné par la nature additionnelle de toutes les menaces (et il est instructif de détecter les tendances dans l'importance relative des différents types de menaces).</p> <p>(Le risque d'extinction est considéré ici comme un indicateur d'état plutôt qu'un indicateur de pression, et est donc mieux pris en considération par l'objectif 8).</p> <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Sous-indicateurs supplémentaires portant sur davantage de types de menaces/ sur des types de menaces additionnels.
Objectif 8	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Indice de la Liste rouge pour les espèces migratrices. • Indice Planète vivante pour les espèces migratrices.

	<ul style="list-style-type: none"> • Indice des Oiseaux sauvages pour les oiseaux migrateurs. <p>Les trois indicateurs proposés ici pourraient constituer des sous-ensembles possibles d'indicateurs existants et actuellement utilisés (pour plus de détails, se référer aux BIP). Les rapports devraient être conçus de manière à pouvoir renvoyer spécifiquement (le cas échéant) aux Annexes de la CMS et/ou aux annexes des instruments connexes de la CMS.</p> <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière de répartition des espèces migratrices. <p>Cette proposition est fondée sur un indicateur considéré comme « prioritaire et à développer » pour la CDB, et traite l'élément clé de l'état favorable des migrateurs qui se rapporte au maintien de l'aire de répartition. Les mesures quantifiées de cet indicateur seront difficilement réalisables pour la plupart des espèces, mais un indice brut pourrait être construit pour commencer, sur la base des changements dans les listes régulièrement actualisées des États de l'aire de répartition des espèces figurant aux Annexes de la CMS. Cela ne mettra en évidence que les changements les plus importants et marqués dans le temps, le processus de mise à jour de la liste des États de l'aire de répartition souffrant de quelques problèmes liés au contrôle de la qualité qui devront également être traités. La méthode pourrait potentiellement être adaptée afin d'être utilisée par exemple au niveau sous-national des régions administratives.</p>
Objectif 9	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendance en matière de couverture de l'aire de répartition par les accords sur les espèces migratrices et d'autres actions concertées entre États. <p>Cet indicateur demande à être développé. Une grande partie de l'information requise (mais pas nécessairement sa totalité) pourrait être issue de l'information disponible sur le stade de ratification des accords de la Famille CMS, les actions concertées et en coopération formalisées, et les Plans d'actions par espèce développés dans le cadre de la CMS. Pour rendre opérationnel l'indicateur dédié à cet objectif, une étape supplémentaire sera cependant nécessaire, et consistera à relier ces informations aux données sur les aires de répartition des espèces, puisque le but est de montrer l'ensemble de la participation internationale à l'égard de chacune des espèces concernées. Les données relatives à l'aire de répartition sont déjà collectées au titre de la CMS au niveau des listes des États de l'aire de répartition, bien que cela souffre de quelques problèmes liés au contrôle de la</p>

	<p>qualité qui devront être traités. Le titre de l'indicateur est nécessairement abrégé, mais l'expression « d'autres actions concertées » doit être comprise comme englobant les plans d'action et équivalents (c'est à dire pas uniquement les mécanismes d'« actions concertées » comme formellement établis par la CMS), et la « couverture » doit être comprise comme prenant en compte (au moins potentiellement) à la fois la couverture géographique et la mesure de l'engagement actif des États de l'aire de répartition.</p>
<p>Objectif 10</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances de l'état de conservation - y compris de la connectivité - des habitats identifiés comme étant d'une importance fondamentale pour les espèces migratrices. • Couverture des habitats fondamentaux des espèces migratrices par les aires protégées. • Efficacité de la gestion des aires protégées visant spécifiquement les espèces migratrices. <p>Le premier de ces trois indicateurs s'inspire de l'indicateur du GSET « Tendances en matière de connectivité des aires protégées et d'autres actions locales intégrées aux paysages terrestres et marins ». Il demandera à être développé. Sa faisabilité pose des défis, tels que l'élaboration d'une méthode robuste pour l'identification systématique des habitats ayant cette pertinence spécifique, afin de décider comment mesurer les changements dans la connectivité, et pour pouvoir relier ces informations de manière significative aux impacts sur les espèces migratrices.</p> <p>Des indicateurs relatifs à la fragmentation des forêts et des rivières sont déjà en cours de discussion dans un contexte plus large sur la biodiversité, mais il est difficile de les traduire en effets sur la migration.</p> <p>La communauté de la conservation des espèces migratrices souhaitera prêter attention aux informations données par des indicateurs plus généraux sur certains types d'habitats et sur les tendances des écosystèmes associés à l'Objectif 5 d'Aichi correspondant. Toutefois, il ne semble pas y avoir de justification suffisante pour proposer un volet distinct de ces indicateurs qui permettrait d'extraire les facteurs relatifs aux espèces migratrices.</p> <p>En ce qui concerne les deuxième et troisième problématiques énumérées ci-dessus, il pourrait être possible de développer des indicateurs en tant que sous-ensembles des trois indicateurs BIP plus génériques correspondants et portant sur ces sujets, qui sont tous supposés être prêts à être utilisés (les indicateurs BIP « couverture » et « étendue » contribuant tous deux à la première</p>

	<p>des deux propositions relatives aux espèces migratrices ci-dessus). Isoler les composants qui se rapportent spécifiquement aux espèces migratrices nécessitera cependant un travail considérable, et pourrait s'avérer difficile. L'une des façons de désagréger les données des indicateurs portant sur l'efficacité de la gestion pourrait consister à séparer tous les sites concernés inclus dans les réseaux de sites des voies de migration (et d'appliquer la méthodologie à ces sites qui ne font pas déjà l'objet d'une telle évaluation).</p> <p>La poursuite de l'élaboration de cette approche dépend aussi de la résolution du problème d'absence de données de base, ou d'incertitude des données, pour les éléments quantitatifs de l'Objectif d'Aichi correspondant, et pour la totalité des données sur les sites considérés comme d'une importance cruciale pour les espèces migratrices</p> <p>La pertinence de l'investissement dans ces indicateurs devrait être évaluée avec prudence.</p>
<p>Objectif 11</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière de fourniture de services écosystémiques dépendant directement des espèces migratrices. <p>L'indicateur proposé est constitué des composantes les plus pertinentes des indicateurs CDB et BIP relatifs à l'Objectif d'Aichi (14) correspondant à l'objectif « espèces migratrices » proposé, et qui comprennent certains indicateurs prêts à être utilisés et d'autres en développement. Un travail serait nécessaire pour définir les services considérés comme pertinents, pour isoler et préciser la dépendance de cause à effet vis-à-vis des espèces migratrices considérées, et pour concevoir des paramètres de mesure liés à cette dépendance et ne répétant pas simplement les évaluations de l'état des espèces qui font déjà l'objet de l'objectif 8 ci-dessus. La proposition prend ces éléments en compte en cherchant à mesurer les avantages pour l'homme plutôt que l'état des espèces, bien que cela dépasse légèrement le strict cadre de l'objectif (qui vise seulement à garantir le <i>potentiel</i> en termes d'avantages).</p> <p>L'élaboration d'indicateurs des services écosystémiques est très difficile, mais il pourrait être possible d'isoler des services particuliers apportés par certaines espèces migratrices, à titre d'exemples illustrant cette question. Il serait préférable de retenir des cas qui ne reflètent pas un usage destructif, cela étant pris en compte par d'autres indicateurs, et les exemples portant sur la pollinisation ou les services liés au pâturage pourraient ainsi être prioritaires.</p>
<p>Objectif 12</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégies pertinentes pour les espèces migratrices, développées et mises en œuvre pour réduire au minimum l'érosion génétique. <p>Compte tenu de la difficulté de mettre au point un indicateur de résultat réaliste pour cet objectif, la solution la plus réaliste consiste probablement à rendre compte sur les « moyens objectifs » que constitue la deuxième partie de l'objectif. Limiter cela à des stratégies qui ne prendraient en compte que les espèces migratrices pourraient restreindre trop strictement la portée de l'indicateur, d'où la référence seulement à des stratégies « pertinentes » pour les espèces migratrices.</p> <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (probablement non réalisable) <p>Les indicateurs existants ne sont pas adaptés pour traiter l'érosion génétique chez les animaux sauvages. Cela peut être le cas lorsque les progrès vers l'atteinte d'un objectif du Plan stratégique ne peuvent être évalués qu'à travers des « rapports d'exception » c'est à dire en maintenant une veille réactive et peut-être des vérifications annuelles de rappel afin de documenter tous les cas de tendances notables allant vers ou s'éloignant de l'état défini pour l'objectif.</p>
Objectif 13	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière d'attention portée aux espèces migratrices dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité. <p>Le modèle CMS de rapport national demande actuellement si les espèces migratrices sont prises en compte par les SPANB de chaque pays, et un indicateur pourrait être développé sur cette base (en acceptant que cette méthode ne fournisse qu'une image incomplète, étant donné que l'objectif s'applique également aux pays non-Parties à la CMS). Il est probable que cela n'aille pas plus loin que le suivi de la présence ou de l'absence de références à des espèces migratrices dans les SPANB, puisque cela correspond à ce que la plupart des Parties sont susceptibles de fournir en réponse à la question posée par le modèle CMS de rapport national.</p> <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière d'intégration des préoccupations relatives aux espèces migratrices dans les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique. <p>Cela va au-delà du premier indicateur défini ci-dessus, en ne prenant pas seulement en considération la présence ou l'absence de références aux espèces migratrices, mais également la</p>

	<p>manière dont les préoccupations relatives aux espèces migratrices sont intégrées dans les SPANB. L'usage du terme « tendances » est peut-être exagéré, car il est probable que l'indicateur soit basé sur l'évaluation qualitative occasionnelle du contenu des SPANB, en gardant à l'esprit cette question spécifique, et le maximum que l'on puisse attendre est une comparaison entre un moment choisi au début de la période d'application du Plan stratégique pour les espèces migratrices et un moment choisi vers la fin de cette période.</p> <p>L'objectif 13 est en fait un sous-objectif de l'objectif 2 ci-dessus, et l'indicateur pourrait ainsi fonctionner comme un sous-indicateur de l'indicateur proposé pour celui-ci.</p>
<p>Objectif 14</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances concernant le degré de respect des connaissances et pratiques traditionnelles, au moyen d'une pleine intégration, participation et protection dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices au niveau national. <p>Cet indicateur est calqué sur l'une des propositions du GSET de la CDB pour l'Objectif 18 d'Aichi correspondant (considéré comme « prioritaire et à développer »), mais faisant ici davantage référence au Plan stratégique pour les espèces migratrices qu'au Plan stratégique pour la diversité biologique. Les « connaissances et pratiques » en question demanderaient également à être plus spécifiquement reliées aux espèces migratrices.</p> <p>La façon la plus pragmatique de développer cet indicateur pourrait être d'ajouter une question au modèle CMS de rapport national (en acceptant alors que cette méthode ne fournisse qu'une image incomplète, étant donné que l'objectif s'applique également aux pays non-Parties à la CMS). Cela demanderait une formulation prudente et une réponse nuancée, plutôt qu'une réponse oui/non.</p>
<p>Objectif 15</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances concernant la publication d'articles sur la conservation des espèces migratrices dans des revues à comité de lecture. <p>Une méthode de mesure de cet indicateur à l'échelle mondiale demande à être développée, en définissant peut-être des protocoles de recherche sur Internet et sur les bases de données. L'indicateur ne traite pas de la partie « application effective » de l'objectif, mais il semble difficile de trouver des moyens</p>

	<p>opérationnels pour y parvenir. Les indicateurs pertinents du GSET de la CDB et BIP (pas encore en usage) se réfèrent plus particulièrement à des évaluations sous-globales et à des inventaires d'espèces – les deux éléments étant inclus dans ce que l'on entend ici par « publications », à condition qu'ils soient évalués par des pairs, mais l'indicateur présenté ici n'est pas pensé pour être aussi étroitement prescrit que le sont les indicateurs GSET/BIP.</p>
<p>Objectif 16</p>	<p><i>Potentiellement utilisable à court terme :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • (Aucun) <p><i>Pour une possible évolution future :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Tendances en matière de financements officiels soutenant la mise en œuvre du Plan stratégique pour les espèces migratrices <p>Les indicateurs définis pour la Stratégie de mobilisation des ressources de la CDB (et qui y sont considérés comme « prioritaires et à développer ») pourraient suggérer qu'un indicateur approprié pour cet objectif puisse être développé sur la base des flux internationaux annuels agrégés de financements mobilisés pour la réalisation des objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices, un mode opératoire similaire pouvant être développé pour le niveau national. Lors de l'élaboration du Plan stratégique pour les espèces migratrices, un doute considérable a toutefois été émis sur la fonctionnalité de ces indicateurs, au moins en termes de distinction de la dimension « espèces migratrices » de la biodiversité.</p> <p>L'indicateur proposé ici, bien que brut et partiel, semble donc être le plus abouti que l'on puisse attendre. Il permettrait de prendre en compte les principaux cas de soutien aux programmes et projets de conservation des espèces migratrices pouvant être documentés, idéalement ceux pour lesquels un lien vers un ou plusieurs objectifs du Plan stratégique pour les espèces migratrices est explicite. Cela pourrait notamment inclure des cas spécifiques pertinents de financement par des organismes multilatéraux tels que le FEM, ainsi que le soutien des gouvernements pour des actions mises en œuvre dans le cadre de la CMS et de ses instruments.</p> <p>Il s'agit là d'un défi méthodologique important dans la définition des références appropriées pour 2015, et cela nécessitera également de l'attention.</p>

Annexe 2 au projet de résolution

MANDAT DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MISE EN OEUVRE DU PLAN STRATEGIQUE

Objectifs

1. Les principaux objectifs du Groupe de travail seront les suivants :
 - a) Développer des indicateurs détaillés ou identifier des indicateurs existants pour le Plan stratégique ; et
 - b) Mettre en place un « guide d'accompagnement de la mise en œuvre » du Plan stratégique, en tenant compte des outils disponibles en vertu de la CMS et d'autres accords environnementaux multilatéraux, et en identifiant les lacunes pouvant nécessiter le développement de nouveaux outils.
2. À cette fin, le Groupe de travail prendra en compte les indicateurs fondamentaux et la trame du guide d'accompagnement présentés dans le document PNUE/CMS/COP11/Doc.15.2.
3. Le Groupe de travail prendra également en compte la mise en œuvre du Plan stratégique pour la biodiversité 2011-2020, ainsi que les documents stratégiques des autres accords environnementaux multilatéraux relatifs à la biodiversité mondiale, et tous les autres documents et matériels pertinents qu'il jugera utiles.
4. Le Groupe de travail rendra compte aux réunions du Comité permanent afin que celui-ci approuve les progrès dans l'identification et/ou le développement des indicateurs (et de leur mise en œuvre progressive) et fournisse des orientations sur la préparation du guide d'accompagnement pendant la période intersession.
5. Le Groupe de travail présentera ses conclusions à la 12^{ème} session de la Conférence des Parties.

Composition du Groupe de travail

6. Le Groupe de travail sera composé des Parties à la Convention sur la base du même équilibre régional que celui du Comité permanent, avec un maximum de deux représentants par région. Les groupes régionaux sélectionneront leurs représentants en fonction de leur connaissance de la CMS, des activités des instruments de la Famille CMS, et de la mise en œuvre de la Convention. Les présidents du Comité permanent et du Conseil scientifique sont membres de droit du Groupe de travail. Les organisations partenaires et les secrétariats des accords environnementaux multilatéraux concernés seront également invités à contribuer aux travaux du Groupe, en tant qu'observateurs.
7. Les Parties contractantes seront consultées par leurs représentants régionaux, et le Groupe de travail sollicitera également les avis et travaillera en coopération avec l'ensemble de la Famille CMS.
8. Le Groupe de travail consultera le Conseil scientifique de la CMS, le cas échéant, y compris sur les bases scientifiques qui sous-tendent les indicateurs pertinents.

9. La nomination de membres du Groupe de travail sera convenue sous la responsabilité du Comité permanent de la CMS au plus tard deux mois après la fin de la COP11.
10. Le président et le vice-président seront choisis parmi les membres du Groupe de travail, sous la responsabilité du Comité permanent de la CMS, au plus tard trois mois après la fin de la COP11.
11. Les travaux du Groupe de travail seront facilités par le Secrétariat de la CMS, et soutenus en partie par le budget principal, et en partie par des contributions volontaires

ANNEXE II

REGISTRE DES SOUS-OBJECTIFS :

PLAN STRATÉGIQUE POUR LES ESPÈCES MIGRATRICES 2015-2023

Ce registre est un document évolutif comprenant des sous-objectifs proposés par les instruments de la Famille CMS et d'autres partenaires et parties prenantes.

Objectifs du Plan stratégique	Indicateurs du Plan stratégique	Sous-objectifs	Indicateurs pertinents pour les sous-objectifs
1. <i>(texte intégral)</i>	<i>(texte intégral)</i>		
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			
7.			
8.			
9.			
10.			
11.			
12.			
13.			
14.			
15.			
16.			
Absence d'objectif pertinent dans le Plan			
Absence d'objectif pertinent dans le Plan			
Absence d'objectif pertinent dans le Plan			
Absence d'objectif pertinent dans le Plan			

ANNEXE III

GUIDE D'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE

Le présent document fournit quelques points préliminaires du contenu potentiel du guide d'accompagnement qui appuiera la mise en œuvre du Plan stratégique.

1. Introduction

- Aspects techniques du Plan stratégique, incluant les mécanismes d'exécution, les infrastructures d'appui et l'évaluation des performances.
- Questions liées à la mise en œuvre du Plan stratégique précédent, et nécessitant une attention particulière.

2. Sensibilisation, promotion et adoption du Plan stratégique

- Principaux éléments nécessaires à la réussite de la sensibilisation, de la promotion et de l'adoption ; et mode opératoire pour relever les principaux défis dans ce domaine.

3. Rôle de la Convention sur les espèces migratrices

- Rôle spécifique de la CMS et de sa famille d'instruments en tant que principal cadre d'exécution du Plan.
- Explication du rôle déterminant de la CMS en matière de coopération transfrontalière pour la conservation des espèces animales en fonction des patterns de migration, conformément au texte de la Convention.

4. Décisions et programmes en appui au Plan

- Liste des décisions, sous-stratégies, lignes directrices et programmes d'activités pertinents de la Famille CMS venant en appui au Plan. Des objectifs, engagements et priorités stratégiques existent déjà dans le texte de la Convention, les décisions de la COP, les accords de coopération et les plans et stratégies thématiques subsidiaires, ainsi que dans les contextes autonomes de la Famille CMS.
- Expliquer comment le Plan se décline hiérarchiquement vers les programmes et plans de travail thématiques subsidiaires, et vers la mise en œuvre au niveau national.
- Les détails des activités relatives à chaque objectif du Plan pourraient être consignés dans une annexe, et toute inscription au niveau de l'activité pourrait intégrer les activités à moyen terme (d'ici 2017) et à long terme (d'ici 2020) de l'examen de la « Structure future » de la CMS.
- Expliquer le rôle des différents instruments de la CMS, des organes subsidiaires (Comité permanent, Conseil scientifique), des points focaux nationaux, des comités nationaux et autres. Cela peut être précisé en termes généraux, mais avec suffisamment de détails pour établir clairement la répartition des responsabilités spécifiques relatives à la mise en œuvre de chacun des objectifs du Plan.
- Traiter la question de l'amélioration de la cohésion au sein de la Famille CMS.
- Apporter une aide à la décision à l'appui de l'exécution du Plan, en vertu de la CMS et de ses instruments, y compris en ce qui concerne les priorités relatives au développement de futurs instruments et initiatives de la CMS.
- Pour la mise en œuvre au niveau national, les Parties à la CMS pourraient être invitées, en fonction des besoins et des priorités nationales, à fixer leurs propres objectifs dans le cadre du Plan (comme avec le modèle proposé par le Plan stratégique pour la biodiversité).

- Il pourrait en outre y avoir un ensemble générique de critères de priorité pour tout type de décision importante ou toute nouvelle initiative sur les espèces migratrices, le premier critère étant la « conformité avec le Plan stratégique ».
- Références aux décisions et programmes d'appui mis en œuvre au-delà du système CMS.

5. Partenariats et cadres d'exécution connexes

- Partenariats clés entre la Famille CMS et d'autres parties prenantes.
- Autres cadres d'appui à l'exécution, y compris ceux d'autres conventions, de la société civile, du secteur privé, des plans nationaux pour la biodiversité, etc.

6. Développement des capacités

- Développement des capacités – ceci pourrait inclure la gouvernance, la formation, le développement organisationnel, les normes scientifiques, les priorités de recherche, etc.

7. Ressources

- Ressources – celles-ci pourraient inclure des personnes, des technologies de l'information, des portefeuilles de projets, etc.

8. Suivi et évaluation

- Suivi et évaluation - y compris les indicateurs et jalons liés aux objectifs du Plan.

9. Rapports sur les progrès accomplis

- Rôle des rapports nationaux de la CMS, et dispositions relatives à l'examen des progrès accomplis par la COP.
- Rapports des autres parties prenantes.
- Autres processus de production de rapports pertinents au-delà de la CMS.

Annexes (telles que) :

- Définitions.
- Liste des abréviations.
- Sélection de documents / autres sites Web.
- Coordonnées.
- Appui à la mise en œuvre des objectifs du Plan stratégique (un tableau des activités clés et des outils d'appui de chacun des objectifs du Plan, incluant des détails sur des aspects tels que les échéances, et des liens vers les activités à moyen terme (d'ici 2017) et à long terme (d'ici 2020) de la Structure future.